Nations Unies S/PV.4541



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

Provisoire

4541e séance
Jeudi 23 mai 2002, à 10 h 25
New York

Président :	M. Jayakumar	(Singapour)
Membres :	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Belinga-Eboutou
	Chine	M. Wang Yingfan
	Colombie	M. Valdivieso
	États-Unis d'Amérique	M. Williamson
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. Doutriaux
	Guinée	M. Fall
	Irlande	M. Ryan
	Maurice	M. Gokool
	Mexique	Mme Lajous
	Norvège	M. Kolby
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Jeremy Greenstock

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178.

02-39556 (F)



La séance est ouverte à 10 h 25.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Afghanistan, du Canada, de l'Inde, de la République islamique d'Iran, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de l'Espagne et de la Turquie des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Farhadi (Afghanistan) prend place à la table du Conseil; M. Heinbecker (Canada), M. Gopinathan (Inde), M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran), M. Yoshikawa (Japon), M. MacKay (Nouvelle-Zélande), M. Khalid (Pakistan), M. Arias (Espagne) et M. Pamir (Turquie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objections, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, au titre de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Le Conseil de sécurité entendra aujourd'hui un exposé de M. Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Les membres du Conseil sont saisis du document S/2002/569, qui contient le texte d'un projet de résolution élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Je donne maintenant la parole à M. Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

M. Prendergast (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de procéder à une mise à jour des derniers événements survenus en Afghanistan, dans le cadre d'une séance publique du Conseil.

Le processus de la Loya Jirga d'urgence, qui doit se dérouler dans moins de trois semaines, est l'événement politique le plus important en Afghanistan depuis la constitution de l'Administration intérimaire en décembre dernier.

La Loya Jirga constitue une mise à l'épreuve cruciale du processus de Bonn. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), notamment la composante I de la Mission, concentre l'essentiel de ses ressources sur les efforts visant à assurer que la Loya Jirga se tiendra au moment prévu et dans des conditions aussi libres et équitables que les circonstances le permettront. Ces circonstances sont difficiles aux plans logistique et politique. La Phase I du processus de la Loya Jirga exige la tenue d'environ 380 assemblées de district dans le pays. Beaucoup de ces districts sont éloignés et isolés, et beaucoup sont sous le contrôle de commandants ou divisés entre des factions armées qui continuent de se battre entre elles. Les assemblées villageoises choisiront des collèges électoraux composés de 20 à 60 membres, selon la taille du district. Au cours de la Phase II, ces collèges éliront au cours d'un scrutin secret les représentants de la Loya Jirga. La Phase III sera tenue de la Loya Jirga elle-même. Les membres de la Loya Jirga comprendront les 1 000 représentants environ élus au cours de la Phase II, ainsi qu'environ 500 représentants de groupes d'intérêts particuliers, comme les intellectuels, les femmes, les réfugiés, les nomades et la diaspora, qui seront choisis par leurs pairs et confirmés par la Commission de la Loya Jirga.

Les membres de la Commission spéciale indépendante chargée de convoquer la Loya Jirga d'urgence sont actuellement déployés dans chacune des huit régions du pays pour organiser et superviser les assemblées de district de la Phase I. Ils sont soutenus par cinq équipes de deux personnes par région. Vingt-trois observateurs internationaux de cinq nationalités

différentes sont aussi déployés à travers le pays pour assister aux assemblées. Une opération aérienne complexe à laquelle participent cinq hélicoptères et deux avions a été mise en place pour assister les membres de la Commission et les observateurs.

À l'heure où nous nous réunissons, la Phase I a été terminée dans environ 300 des 380 districts. Les préparatifs continuent pour la Phase II et la Phase III. À Kaboul, des préparatifs intensifs sont en cours pour la Phase III. Cela comprend la restauration matérielle du site et la coordination des mesures de sécurité. Nous sommes satisfaits des progrès accomplis, et nous avons la certitude que la Loya Jirga se tiendra dans les délais prévus.

Comme nous nous y attendions, la Phase I a été loin d'être parfaite. La Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les équipes d'observateurs internationaux ont entendu parler de nombreux cas d'intimidation par des dirigeants militaires ou politiques locaux. Dans certains districts, l'incapacité à mener une sélection qui ait un minimum d'équité peut conduire soit à ce que la Commission de la Loya Jirga choisisse les représentants de district, comme elle en a le droit en vertu de l'article 7 des règles et procédures qu'elle a elle-même adoptées, soit, au pire – si la sélection dans les conditions de l'article 7 risque de mettre en danger la personne qui est choisie –, à ce que le district soit déclaré « inéligible », auquel cas il ne sera pas représenté du tout.

Bien que la Phase I ait été loin d'être parfaite, elle s'est néanmoins, à plusieurs égards, déroulée mieux qu'il n'était escompté. Par exemple, des milliers de personnes se sont présentées aux assemblées. Souvent, ce soutien populaire exceptionnel a été suffisant pour résister à l'intimidation, ou pour contester avec succès des issues qui étaient décidées d'avance. Bien que ce processus ait accru la tension dans certains districts, comme il était prédit, dans la plupart des cas la tension a pu être contenue. Dans un cas au moins – celui du district de Qarabagh, dans la province de Ghazni – des factions rivales qui se disputaient le contrôle d'un district ont accepté de se retirer de leurs positions afin de tenir l'assemblée. Elles ont aussi convenu de créer une force de sécurité neutre au centre du district. Ainsi, dans ce cas, le processus de convocation de la Loya Jirga a en réalité amélioré la sécurité.

Nous pensons que le processus, jusqu'à présent, a démontré la capacité de réconciliation et de compromis qui existe entre Afghans, à mesure qu'ils prennent conscience de l'importance de ne pas perdre cette chance de paix et de reconstruction.

Il est généralement reconnu que la Loya Jirga est un événement important pour l'avenir de l'Afghanistan et, surtout, qu'il est trop important pour être rejeté à cause de ses imperfections.

Nombre des obstacles rencontrés durant la Phase I de la Loya Jirga sont dus à la situation incertaine en matière de sécurité. Il est clair que différentes régions du pays demeurent sous la coupe d'un commandant distinct. Certains sont loyaux à l'égard de membres de l'Administration intérimaire, ce qui ne les rend pas nécessairement loyaux à l'égard de l'Administration intérimaire elle-même, et c'est une distinction importante. Certains, comme Bacha Khan Zadran, à Gardez, sont activement opposés à l'Administration intérimaire. L'Administration se trouve donc dans la situation de devoir imposer son autorité, tout en ayant très peu de moyens pour ce faire.

Aider les Afghans à développer cette capacité était l'objet de la récente conférence des donateurs en matière de sécurité, qui s'est tenue à Genève le 17 mai. Cette réunion a rassemblé environ 40 donateurs potentiels. Son objectif était d'assurer de réels engagements financiers pour une réforme dans le domaine de la sécurité.

La délégation de l'Administration intérimaire, dirigée par le Ministre des affaires étrangères, M. Abdullah, a présenté un document opérationnel sur les nouvelles Forces armées afghanes. Cette nouvelle armée serait forte de 80 000 hommes, et coûterait environ 300 millions de dollars pour la première année. Elle serait supervisée par un Conseil national de sécurité contrôlé par des civils.

Le Gouvernement allemand a présenté des propositions pour reconstruire les forces de police. L'Allemagne a souligné qu'il était essentiel de créer un système judiciaire qui fonctionne, parallèlement à la reconstruction de la police. Autrement, la police fonctionnerait dans un vide institutionnel. L'Italie et la MANUA ont présenté des documents sur le secteur judiciaire. Il est clair, toutefois, que des progrès plus rapides sont requis dans ce domaine. Nous espérons que la création imminente de la Commission judiciaire par l'Administration intérimaire, qui doit intervenir

avant le 10 juin pour respecter l'Accord de Bonn, aidera à accélérer le mouvement dans ce secteur. La MANUA travaille étroitement dans ce domaine avec l'Administration.

Lors de la conférence de Genève, le Royaume-Uni a présenté un document stratégique pour la coordination de l'assistance à la lutte contre les drogues illicites en Afghanistan. Tant l'Administration intérimaire que le Royaume-Uni ont convenu que le programme d'élimination du pavot de cette année a prouvé la détermination de l'Administration intérimaire de résoudre ce problème, qui a conséquences graves pour toute la communauté internationale.

Pour terminer, la MANUA a présenté un document sur la démobilisation et la réinstallation, estimant qu'un programme concernant 200 000 combattants coûterait environ 80 millions de dollars. Le Japon a accepté de s'associer à l'ONU dans ce domaine en tant que chef de file.

De façon générale, la conférence de Genève a été considérée comme positive par tous les participants. Un certain nombre de pays, à part ceux déjà mentionnés, se sont engagés à verser des fonds et à apporter d'autres formes d'assistance, ou ont déclaré qu'ils envisageaient activement de le faire.

Ce moment de l'histoire de l'Afghanistan présente un défi particulier à la communauté internationale. Comme il a été répété à de nombreuses reprises lors de la conférence de Genève, la reconstruction de l'Afghanistan et la création d'un système politique viable exigent la mise en place d'un secteur de sécurité afghan, qui soit contrôlé par l'État et qui soit responsable envers lui. À long terme, c'est la solution la moins coûteuse pour les donateurs. En termes de viabilité à long terme, c'est la seule solution. Nous souhaitons donc exhorter les donateurs à examiner les initiatives présentées à la Conférence de Genève et à examiner comment ils pourraient contribuer à leur financement et à leur mise en oeuvre.

Bien que l'issue de la Conférence de Genève soit très encourageante, la création de nouvelles institutions afghanes va prendre du temps. Je voudrais donc saisir cette occasion pour rappeler au Conseil que la situation sécuritaire en Afghanistan, en particulier en dehors de Kaboul, demeure un grave sujet de préoccupation.

La semaine dernière, au cours de consultations informelles, j'ai informé le Conseil de la situation préoccupante à Mazar-e Charif, où la MANUA a réussi à négocier un accord de séparation des forces entre seigneurs de guerre rivaux. La situation dans cette ville demeure fragile. Il en est de même de l'environnement sécuritaire général dans d'autres régions du pays, en particulier à l'est et au sud de l'Afghanistan.

Compte tenu de l'absence d'extension de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan au-delà de Kaboul, l'ONU et l'Administration intérimaire persistent à croire que la communauté internationale devrait répondre aussi vite que possible à ces questions légitimes en matière de sécurité. Je suis certain que la communauté internationale est pleinement consciente du fait que tous ses efforts dans les domaines politique et financier au soutien d'un nouvel Afghanistan seraient gravement compromis par un manque de progrès en matière de sécurité. Par exemple, nous ne pouvons escompter qu'un processus de reconstruction durable soit lancé en Afghanistan sans de réelles améliorations de la sécurité en dehors de Kaboul et ses environs.

Je vais maintenant aborder la question des secours et du redressement. Les institutions de l'ONU et les organisations non gouvernementales continuent de mener à bien l'opération de secours, mais elles placent de plus en plus l'accent sur la planification du redressement et de la reconstruction. Depuis septembre dernier, le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni plus de 455 000 tonnes métriques d'aliments à plus de neuf millions d'Afghans, dont beaucoup dépendront de l'aide alimentaire pendant un certain temps encore. Toutefois, en raison de l'insuffisance des fonds, les livraisons du PAM en avril et en mai ont été d'environ 80 000 tonnes métriques inférieures aux objectifs. Nous prions instamment tous les donateurs de continuer de financer cette opération vitale ainsi que d'autres opérations du même type.

Je suis également en mesure de signaler des progrès satisfaisants quant aux retours de réfugiés. Le 16 mai, le nombre d'Afghans qui rentraient de l'Iran et du Pakistan, en une seule journée, a dépassé 20 000 pour la première fois. Le nombre total de réfugiés qui ont reçu l'aide de l'ONU pour rentrer au pays depuis le début de cette année s'élève maintenant à 625 000, et il y a un nombre inconnu de réfugiés qui sont rentrés d'eux-mêmes. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) travaille avec des

organisations non gouvernementales en vue de reconstruire 7 400 maisons pour les rapatriés les plus nécessiteux, et continue de fournir des trousses de rapatriement pour atténuer les difficultés de la transition.

L'ONU continue de faire des progrès quant à la reconstruction et à l'aide au développement. Dans cet effort, la philosophie de l'Organisation consiste à travailler en étroite collaboration avec l'Autorité intérimaire, et en particulier avec l'Autorité afghane de coordination de l'assistance. L'ONU a l'intention, au cours des prochaines semaines, d'articuler clairement, auprès de l'Autorité intérimaire et de l'Administration intérimaire qui lui succédera, sa stratégie de transition pour le renforcement des capacités nationales et sous-nationales. Cette stratégie sera fondée sur un partenariat véritable entre le Gouvernement et l'ONU à plusieurs niveaux.

Premièrement, nous mettrons l'accent sur le renforcement des capacités du Gouvernement et de la société civile à tous les niveaux de nos opérations régulières, mais aussi en ce qui concerne une série de projets visant à appuyer la capacité de l'Administration intérimaire dans des domaines précis.

Deuxièmement, nous travaillerons en partenariat dans le domaine de la planification, en particulier pour veiller à ce qu'une planification juste et fondée sur les besoins soit appliquée à l'ensemble du pays. En coopération avec la MANUA, l'Autorité afghane de coordination de l'assistance a rédigé un plan national de développement qui établit une vaste stratégie de reconstruction et de développement économiques. L'étape suivante, qui devrait être achevée d'ici la fin de ce mois, consiste à élaborer un budget de développement national qui exposera les besoins prioritaires et permettra de faire en sorte que les différents programmes se transmettent mutuellement des renseignements. Ce budget aidera également l'ONU à cerner et à appuyer les niveaux optimaux de financement tant pour les activités humanitaires que de développement.

Le troisième domaine clef de partenariat, c'est notre travail dans les provinces. Il incombe à l'ONU d'appuyer les objectifs gouvernementaux visant à améliorer la vie des millions d'Afghans touchés par la guerre, en apportant des changements concrets dans les villages et les villes de tout le pays. Il sera crucial d'effectuer une décentralisation considérable pour veiller à ce que les nouveaux programmes de développement local soient couronnés de succès. Ces programmes ont déjà été lancés à Kandahar et à Herat, et sont conçus spécialement pour répondre aux besoins de ces villes. Ce modèle est repris rapidement dans toutes les régions prioritaires du pays.

Le partenariat entre le Gouvernement et l'ONU doit être fondé sur une vision commune de la transition, du redressement et de l'autonomie afghane. L'ONU et le Gouvernement doivent travailler de concert pour régler les problèmes communs et pour trouver des solutions communes durables. À l'heure actuelle, des millions de personnes continuent de dépendre des programmes de l'ONU et d'organisations non gouvernementales. Par conséquent, dans un avenir immédiat, une présence et un financement à grande échelle continueront d'être nécessaires. Toutefois, à moyen terme, l'ONU réduira progressivement sa présence. Nous allons consacrer davantage de fonds aux projets de redressement et de reconstruction, et surtout, nous appuierons le Gouvernement pour qu'il relève les défis qui se présenteront et assume ses responsabilités.

J'ai également le plaisir de parler de la conférence qui a eu lieu récemment à Téhéran sur la coopération entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran s'agissant du commerce et du secteur privé. Lors de cette conférence, on a également traité de la reconstruction de l'Afghanistan par le biais de la création d'un secteur privé plein de vitalité, et on a fait ressortir la nécessité d'élargir les possibilités commerciales, en tant qu'élément clef de cette reconstruction. À la suite de la conférence, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan ont signé un accord voulant que soit établie une commission tripartite pour développer le secteur privé et le commerce entre les trois pays. Nous avons souvent souligné l'importance de la coopération politique entre les voisins de l'Afghanistan. Il est également approprié de souligner ici l'importance de la coopération économique.

En terminant, je voudrais dire qu'il y a eu plus de progrès en Afghanistan au cours des six derniers mois que quiconque aurait pu le prévoir il y a un an. Il est trop tôt pour tenir pour acquis le processus de Bonn. Il est trop tôt pour présumer qu'il est profondément enraciné dans le destin du pays. En même temps, chaque jour où des progrès sont réalisés semble rendre le processus de plus en plus irréversible. Nous allons suivre les événements de près durant la période

précédant la Loya Jirga. Nous attendons avec intérêt qu'elle s'achève avec succès, et qu'il y ait une transition sans heurt vers la phase suivante du processus de Bonn, phase durant laquelle, nous l'espérons, les activités de reconstruction vont s'accélérer.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Prendergast de son exposé très complet.

M. Doutriaux (France) : Dans quelques jours va s'ouvrir la Loya Jirga. C'est évidemment une étape très importante, comme vient de le dire Sir Kieran, dans la mise en oeuvre des Accords de Bonn et Petersburg – c'est-à-dire dans la mise en oeuvre de la reconstruction et de la réconciliation en Afghanistan.

Bien évidemment, comme nous l'a dit Sir Kieran, nous devons être très attentifs à l'approche de cette étape cruciale. Ce n'est, en effet, pas un exercice facile que de réconcilier tous les Afghans après des décennies de guerre. Ceci implique que nous devons être particulièrement attentifs aux conditions de sécurité qui prévalent en Afghanistan. La sécurité est certes bonne à Kaboul mais, comme vient de le dire Sir Kieran, on a pu voir certains incidents en province. Encore dimanche dernier a été assassiné dans un village de la province de Ghowr, un membre du collège électoral élu quelques heures plus tôt. Ceci signifie que nous devons rester très vigilants, très attentifs.

Face à ce défi en matière de sécurité, la communauté internationale peut prendre un certain nombre d'actions, et prend déjà des actions dans plusieurs domaines. J'en note au moins trois.

Le premier domaine qui est prioritaire, c'est la formation de l'armée et de la police afghanes. L'effort de la communauté internationale dans ce domaine est désormais bien coordonné grâce à deux nations pilotes : les États-Unis pour l'armée et l'Allemagne pour la police. Comme l'a indiqué Sir Kieran, il y a maintenant une instance de coordination entre les contributeurs et avec l'Autorité afghane. S'est tenue à Genève le 17 mai dernier, une réunion rassemblant l'ensemble des États intéressés par les questions de sécurité. Des contributions substantielles ont été annoncées. Pour sa part, la France prendra en charge la formation de deux bataillons de la future armée afghane. Cette action de formation commence dès le 1er juin pour le premier bataillon, et dès la mi-septembre pour le deuxième bataillon. Au total, nous allons déployer 55 instructeurs pour contribuer à cette action de formation. Ceci s'ajoute aux autres contributions apportées par la France dans le domaine de la sécurité, c'est-à-dire la participation de 409 militaires français à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), ainsi que la contribution de mon pays à l'opération « Enduring Freedom » (liberté immuable).

Il est clair qu'en matière de formation se pose un problème de délai. Ces unités afghanes ne sont pas encore pleinement opérationnelles, à l'exception d'un bataillon de la Garde présidentielle qui devrait, selon nous, pouvoir être utilisé pour garantir un environnement de sécurité pendant la Loya Jirga. Cette Garde présidentielle a été formée par le Royaume-Uni.

Mais d'autres instruments de sécurité doivent continuer à être employés. Le deuxième instrument vital, c'est la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Le rôle de la FIAS pour la sécurité à Kaboul est essentiel, puisque c'est à Kaboul qu'est installé le siège des institutions de transition. Il est parfait que toutes les conditions pour la reconduction de la FIAS sont maintenant réunies avant la convocation de la Loya Jirga.

Grâce à la contribution de la Turquie, nous avons maintenant la possibilité d'une reprise du commandement de la FIAS par la Turquie après le rôle joué par le Royaume-Uni pendant les six premiers mois de l'existence de cette Force. Ce qui nous permet aujourd'hui de renouveler l'autorisation à l'identique donnée par le Conseil de sécurité pour six mois pour la reconduction de la FIAS à compter du 20 juin. Et nous allons adopter une résolution aujourd'hui en ce sens, et nous nous en félicitons. Au-delà de la FIAS, il y a bien sûr le rôle indirect que joue en matière de sécurité l'opération Liberté immuable.

Et, puis, enfin, ce sera mon troisième et dernier point, il y a l'aide internationale. L'aide internationale notamment l'aide à la reconstruction et à la réhabilitation de l'Afghanistan, contribue directement et indirectement à renforcer la sécurité pour le peuple afghan. Notre aide à la réhabilitation et à la reconstruction est effectivement conditionnée au respect des droits de l'homme ainsi qu'au renforcement de l'autorité du Président Karzaï dans l'ensemble des provinces afghanes. Ceci est prévu par la résolution 1401 (2002) et en particulier son paragraphe 4. Reste, bien sûr, à pleinement coordonner l'aide. C'est tout le

rôle que joue M. Lakhdar Brahimi à Kaboul au nom de la communauté internationale.

Reste aussi, bien entendu, à ce que l'aide soit effectivement déboursée. Des engagements ont été pris à Tokyo à hauteur de 1,8 milliard de dollars, mais il faut maintenant que les donateurs respectent leurs engagements. À noter un programme important en matière d'aide qui est la lutte contre le trafic de drogues et l'aide aux cultures de substitution. C'est une priorité également dans l'aide internationale.

Les Afghans et la communauté internationale ont énormément accompli en à peine six mois. Il reste cependant beaucoup à faire, et nous avons pleinement confiance dans les Afghans et dans leur capacité à se réunir dans cette étape cruciale de la Loya Jirga pour reconstruire leur pays avec le plein soutien de la communauté internationale.

M. Ryan (Irlande) (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant au Secrétaire général adjoint Prendergast de son exposé détaillé couvrant très clairement les défis à la communauté internationale en Afghanistan, notamment son aide politique, sécuritaire et humanitaire.

Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration que va faire sous peu le Représentant permanent de l'Espagne au nom de l'Union européenne.

Il y a moins de six mois que les représentants afghans ont conclu l'Accord de Bonn. Vu les extraordinaires problèmes posés alors à l'Autorité intérimaire afghane, elle a bien entamé, sous la présidence de Hamid Karzaï, la tâche très difficile de coordonner la reconstruction, de mettre en place les institutions politiques et de donner la parole aux nombreux Afghans naguère muselés.

Il existe cependant de sérieux obstacles et des tâches en aval, et il y a aussi ceux qui pourraient bien continuer à essayer de déstabiliser l'Accord et les institutions qu'il a créées. Nous devons continuer à veiller à ce que ceux qui cherchent à empêcher la consolidation d'une paix durable en Afghanistan ne réussissent pas. Pour ce faire, le gouvernement intérimaire doit pouvoir étendre son influence dans tout l'Afghanistan, renforçant ainsi sa légitimité et affirmant la nécessité d'une autorité centrale viable.

Des progrès positifs ont à ce jour été faits dans la création de la Loya Jirga d'urgence. Elle doit être convoquée dans un climat sûr et sans interruption. Tous les acteurs doivent accorder une aide maximale à l'Autorité intérimaire et à l'ONU pour assurer son succès. On apprend sans cesse de divers secteurs qu'il y a des cas de présélection et d'intimidation. Nous craignons fort qu'une motivation politique éventuelle soit à l'origine de la mort d'un représentant récemment choisi dans la province de Ghor.

Sur une note plus positive, si, comme l'indique le petit nombre de représentantes choisies au niveau local, les progrès vers la pleine participation des femmes à la société afghane s'annoncent lents, nous nous réjouissons qu'une femme au moins ait déjà été choisie, par le biais du processus régional, pour participer à la phase finale de la Loya Jirga d'urgence. Bien qu'il ne s'agisse peut-être que d'un fait positif isolé à ce stade et dans ce domaine, c'est un indice important qui témoigne du désir de changement et de progrès en Afghanistan et nous espérons que plus de femmes seront choisies dans les jours à venir.

La réussite de la Loya Jirga d'urgence, et la sélection d'un gouvernement de transition marqueront une étape extrêmement importante dans la mise en oeuvre de l'Accord de Bonn, et dans la transition de l'Afghanistan vers une forme plus représentative de gouvernement. La réussite de ce processus aurait un impact profond sur l'effort de reconstruction déjà en cours en Afghanistan. Il est essentiel que les donateurs fassent tout pour verser les très généreuses contributions promises à la Conférence internationale de Tokyo sur l'aide à la reconstruction pour que le peuple afghan puisse bien percevoir les dividendes de la paix.

L'Irlande appuie pleinement le projet de résolution dont l'adoption est prévue aujourd'hui et qui prorogera encore de six mois le mandat inchangé de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). La FIAS a eu un effet immédiat et positif à Kaboul avant même d'être au complet. Sa présence a largement rendu son animation à Kaboul, et la stabilité de Kaboul et de ses alentours ont facilité la mise en route de l'effort de reconstruction. Ailleurs dans le pays, la sécurité demeure nettement plus précaire, et comme le Secrétaire général adjoint Prendergast et d'autres l'ont remarqué, il faut trouver des solutions pour veiller à ce que les fruits de la stabilité ne se limitent pas à Kaboul et à ses alentours immédiats.

Nous sommes reconnaissants au Royaume-Uni d'avoir dirigé la FIAS depuis six mois et à tous les participants à la FIAS de leurs efforts considérables pour la réussite de son déploiement et son efficacité immédiate sur le terrain. Nous félicitons chaleureusement la Turquie pour sa décision de prendre la relève à la tête de la Force pour une période de six mois.

La prorogation du mandat de la FIAS démontre bien l'engagement continu de la communauté internationale en Afghanistan. Toutefois, bien qu'il soit essentiel de fournir un climat sûr à la reconstruction de l'Afghanistan, nous ne devons pas perdre de vue la grave crise humanitaire que l'Afghanistan traverse encore. Avant reconstruire, il faut satisfaire les besoins humanitaires de base.

Nous avons appris que d'importants organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations, sont menacés de graves déficits. Or, nous ne pouvons laisser des déficits compromettre les réalisations héroïques du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, entre autres. L'automne et l'hiver derniers, le Programme alimentaire mondial a déployé des efforts gigantesques pour prévenir la famine en Afghanistan. À présent, le PAM risque de devoir interrompre sa fourniture de vivres juste avant les moissons de cette année. Nous exhortons les États Membres à verser au plus vite leurs contributions à ces institutions humanitaires vitales afin que les acquis humanitaires ne soient pas anéantis.

Le compte rendu du Secrétaire général adjoint Prendergast sur les retours de réfugiés est très encourageant. Nous ne devons néanmoins pas oublier que ce processus positif crée ses propres difficultés, notamment dans le domaine des besoins humanitaires d'un grand nombre de ces Afghans qui rentrent avec joie chez eux.

De manière plus générale, le fonctionnement efficace de l'Autorité intérimaire afghane et de ses institutions de relève dépend, dans un avenir prévisible, du maintien de l'appui extérieur. Il est dans l'intérêt de la communauté internationale de veiller à la stabilité et à l'efficacité des institutions afghanes de façon qu'il n'y ait aucun risque de retour au vide qui s'est avéré si destructeur dans le passé.

Nous avons appris avec plaisir que les travaux pour créer une Commission des droits de l'homme avancent. Nous estimons essentiel que celle-ci, de même que la Commission judiciaire, soit constituée au plus vite. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'atelier qui sera consacré aux droits de l'homme au cours des jours à venir.

Les activités de l'ONU en Afghanistan doivent continuer de privilégier les droits de l'homme. Même s'il y a eu une évolution très positive en ce qui concerne les droits des femmes et des filles, des problèmes très graves subsistent. Nous sommes tout particulièrement préoccupés par les informations faisant état d'exactions à l'encontre des personnes d'origine pachtoune, qui durent depuis plusieurs mois et ont entraîné de nouveaux mouvements de population. Il est essentiel que les personnes d'origine pachtoune puissent participer pleinement à la Loya Jirga d'urgence.

L'Irlande est d'autre part vivement préoccupée par les informations faisant état de violations graves des droits de l'homme dans la prison de Shibergan. Il est clair que les conditions qui règnent dans cette prison sont inacceptables, et il est essentiel que les personnes qui y sont détenues soient traitées humainement et reçoivent des soins médicaux satisfaisants en attendant un règlement rapide de leur statut.

Aucun d'entre nous ne sous-estime les grandes difficultés que nous allons rencontrer en entreprenant la reconstruction de l'Afghanistan et en mettant en place, le mois prochain, le Gouvernement de transition. Nous avons beaucoup progressé en six mois à peine et nous devons maintenir notre engagement et y associer notre détermination afin de venir à bout des difficultés qui risquent de se présenter.

M. Williamson (États-Unis) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier Sir Kieran Prendergast de son exposé d'aujourd'hui et indiquer que nous sommes particulièrement heureux d'adopter officiellement la résolution qui proroge pour six mois le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

Comme nous le savons tous, la guerre livrée au terrorisme sera longue. La lutte a déjà commencé en Afghanistan et elle s'y poursuit. Les États-Unis sont résolus à rester dans ce pays jusqu'à ce que la mission soit accomplie et nous sommes heureux de nous associer aux Nations Unies pour appuyer un Afghanistan libre, stable et viable. Dans ce contexte, je voudrais également saluer l'intention de la Turquie

d'assumer le commandement de la FIAS, et je remercie une fois de plus le Royaume-Uni de la tâche dont il s'est si bien acquitté.

Malgré l'activité considérable et l'engagement de la communauté internationale, nous reconnaissons tous qu'il y a encore beaucoup à faire en Afghanistan. La semaine dernière, avec M. Brahimi, nous avons débattu à Genève de la sécurité avec 45 pays, et notamment avec l'Autorité intérimaire de l'Afghanistan et les représentants des Nations Unies. Les participants ont profité de cette réunion pour examiner les efforts en cours pour aider l'Autorité intérimaire de l'Afghanistan en matière de sécurité et coordonner la poursuite des efforts internationaux. Depuis notre dernière réunion, nous avons progressé sur un certain nombre d'initiatives et nous continuons de penser que des institutions afghanes capables et transparentes sont la clef d'une sécurité à long terme pour le peuple afghan.

À cette fin, les efforts des États-Unis pour commencer à former une armée nationale afghane sont déjà bien avancés. À la fin d'avril, 140 membres des Forces spéciales des États-Unis ayant pour mission de former l'armée afghane sont arrivés en Afghanistan et ont entrepris de constituer une armée nationale. Au total, 1 800 uniformes envoyés par les États-Unis sont arrivés à Kaboul la semaine dernière et ont été immédiatement distribués aux soldats. Le premier bataillon de l'armée nationale afghane dispose maintenant d'une tenue et de l'équipement personnel nécessaire pour poursuivre son cours de formation. La formation du premier contingent de troupes a déjà commencé.

Nous nous félicitons de l'arrivée de formateurs français à Kaboul. Ils commenceront, à partir du 1er juin, à former le deuxième bataillon, ainsi qu'un autre bataillon un peu plus tard. En plus de la formation que nous allons offrir aux troupes, nous faisons de grands efforts pour garantir qu'elles soient payées, et nous nous félicitons de la création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, qui facilitera le paiement des salaires.

Je voudrais faire de brèves remarques sur l'un des jalons les plus importants qu'il va falloir franchir : je veux parler de la Loya Jirga. Comme le Secrétaire général adjoint Prendergast nous l'a dit ce matin, il y a actuellement une avancée sur le terrain en Afghanistan. Il y a eu des problèmes isolés, mais des progrès clairs et réguliers sont en cours. Nous partageons l'opinion qu'une loya jirga transparente et fructueuse est essentielle pour que le processus de Bonn puisse aboutir. Je sais que M. Brahimi et son équipe travaillent avec ardeur à faire face aux considérables problèmes logistiques et autres obstacles qu'entraînera la Loya Jirga, aussi bien à Kaboul que dans les neufs centres régionaux de la jirga.

Les États-Unis appuient la Loya Jirga financièrement et sur d'autres plans. Notre contribution se chiffre à 3 millions de dollars pour les opérations aériennes, 500 000 dollars pour Radio Kaboul et pour la diffusion publique du message du Président Karzaï sur la Loya Jirga, et fait partie d'une donation plus générale de 1,2 million de dollars destinés à l'Asia Foundation. Nous avons également envoyé deux logisticiens à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour qu'ils apportent un appui logistique à cet immense effort de déplacer la population dans le pays.

La Loya Jirga ne se déroulera pas dans un vide sécuritaire. Il est clair que la situation demeure très indécise et les États-Unis continueront de prêter attention à la question. À cette fin, les États-Unis continuent de suivre et d'examiner de très près la situation en matière de sécurité sur le terrain au-delà de Kaboul, et nous pensons que les efforts déployés par les États-Unis et par la coalition afin de répondre aux exigences de sécurité au-delà de Kaboul ont jusqu'à présent été couronnés de succès. Nous considérons que les préoccupations qui pourraient se présenter en matière de sécurité en dehors de Kaboul pourraient, le cas échéant, être réglées par les forces de la coalition et celles de l'Operation Enduring Freedom (Opération liberté immuable).

Enfin, je voudrais féliciter M. Brahimi et son adjoint, M. Arnault, de leur excellent travail. La trêve que M. Arnault a réussi à conclure dans le nord entre Dostum et Atta est un bon exemple de la compétence de M. Brahimi et représente aussi la façon dont il faut aller de l'avant, étape par étape.

Le Président Bush a récemment fait un discours dans lequel il a souligné les efforts déployés par les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Il a indiqué que nous nous attendons à ce que certaines parties essaient de compromettre les efforts de l'Afghanistan pour bâtir une paix durable. Ce sont les services de renseignement qui nous le disent, mais

l'histoire des conflits militaires en Afghanistan nous le confirme. Il y a eu tout d'abord des succès, puis de longues années où le conflit s'est enlisé jusqu'à l'échec final. Nous n'allons pas répéter la même erreur. Nous resterons jusqu'à ce que la mission soit accomplie.

Nous savons qu'une paix réelle ne sera chose faite que lorsque le peuple afghan aura les moyens de concrétiser ses propres aspirations. C'est en aidant l'Afghanistan à constituer un gouvernement stable que l'on parviendra à la paix. C'est en aidant l'Afghanistan à former et à organiser sa propre armée nationale que l'on parviendra à la paix. Et c'est en mettant en place un système d'enseignement efficace pour garçons et filles que l'on parviendra à la paix.

Nous travaillons de toutes nos forces en Afghanistan – nous nettoyons les champs de mines, nous construisons des routes, nous améliorons les soins médicaux – et nous ferons en sorte d'aider l'Afghanistan à mettre en place une économie qui puisse nourrir la population sans alimenter la demande de stupéfiants dans le monde. En aidant à la construction d'un Afghanistan libre et où il fasse meilleur vivre, nous travaillons dans la meilleure tradition américaine et, je m'empresse d'ajouter, dans la meilleure tradition des Nations Unies.

M. Wehbe (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier Sir Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, de son exposé utile et très complet sur la situation en Afghanistan et sur les faits nouveaux intervenus dans le pays. Ces faits nouveaux coïncident avec la fin prochaine de l'Autorité intérimaire de l'Afghanistan, conformément aux Accords de Bonn.

L'Afghanistan se prépare maintenant à élire une loya jirga, qui va établir l'Autorité transitoire afghane. Il s'agira là d'une réalisation politique importante pour ce pays qui souffre depuis plus de 20 ans en raison de conflits sanglants et de difficultés insurmontables dont la solution exige, avant tout, des efforts soutenus de la part des Afghans ainsi que de la communauté internationale.

Malgré l'importance de la convocation et de la tenue de la Loya Jirga, qui est au coeur de la situation politique, les préoccupations de sécurité subsistent en Afghanistan, comme l'a dit Sir Kieran Prendergast dans son exposé. Cela signifie qu'il y a des poches de résistance d'Al-Qaida et des Taliban, et des affrontements entre groupes politiques et militaires, ainsi que des affrontements ethniques. Il est manifeste que de graves violations de l'homme ont lieu. Nous pensons qu'il faudra beaucoup de temps pour y remédier car il s'agit d'un problème social chronique.

Nous savons tous que le processus politique et le développement économique et social sont des facteurs importants qui permettraient d'améliorer et de stabiliser la sécurité en Afghanistan, d'autant plus qu'elle va de pair avec le processus politique. Ainsi, les efforts de la communauté internationale dans ce domaine sont extrêmement importants et déterminants. Nous pensons qu'il faut nous concentrer sur les questions suivantes.

Premièrement, il faut aider la création d'une armée nationale afghane et l'édification de forces de sécurité efficaces dotées de l'équipement, du matériel et de la formation nécessaires. Ce n'est qu'ainsi que l'Afghanistan pourra remédier à ses propres problèmes de sécurité et réintégrer les ex-combattants à la vie civile afghane. La réintégration est l'un des facteurs les plus importants. À cet égard, nous voudrions rendre hommage aux efforts de la Mission d'assistance des Nations Unies pour réintégrer quelque 200 000 ex-combattants.

Deuxièmement, des problèmes persistent s'agissant des réfugiés et de la situation humanitaire. L'assistance financière pour ces questions étant insuffisante, nous devons prendre des mesures rapides et efficaces afin de prévenir leur recrudescence. Nous pensons que les ressources financières actuellement disponibles sont absolument inadéquates pour résoudre ces problèmes.

Troisièmement, nous devons nous efforcer de stimuler le développement économique, notamment dans les régions où la culture du pavot est généralisée, comme l'a dit Sir Kieran Prendergast. Nous devons trouver des sources de revenus de substitution pour les fermiers afin de les aider à éliminer l'opium. Pour porter leurs fruits, de tels efforts exigent de généreuses contributions de la communauté internationale. Nous demandons donc aux pays qui les ont promises lors des conférences de donateurs au Japon et à Genève de les verser au plus tôt. Ainsi, l'Afghanistan pourra progresser dans le processus de réconciliation, assurer la sécurité des Afghans sur l'ensemble du territoire et parvenir au développement et à la stabilité.

Pour terminer, je remercie l'Organisation des Nations Unies et toutes les parties qui ont aidé

l'Afghanistan et son peuple, dans tous les milieux sociaux, à surmonter leurs problèmes et à trouver leur voie. Ce n'est qu'ainsi que l'on évitera la marginalisation de chaque groupe. Cela exige une volonté véritable de mener le pays vers une paix globale.

M. Valdivieso (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je voudrais moi aussi remercier M. Prendergast pour l'exposé qu'il nous a fait lors de cette réunion. Nous constatons avec grand intérêt les importants progrès du processus politique, de même que dans l'application de l'Accord de Bonn à des secteurs extrapolitiques, tout en soulignant l'importance de l'application de cet accord à chacune des étapes.

Je voudrais évoquer particulièrement le processus de convocation de la Loya Jirga d'urgence, qui devra se réaliser dans une quinzaine de jours. Nous admettons que la réussite de ce grand événement dépend dans une large mesure des activités des shuras locales qui désignent les délégués. À cet égard, il faut regretter l'assassinat de l'un d'eux, M. Mohammed Rahim, après qu'il a été élu représentant de Chaghcharan, dans la province de Ghowr, et nous sommes vivement préoccupés par la signification et les répercussions politiques de cet incident pour l'avenir de l'Afghanistan et pour la réussite de la gestion de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

L'assassinat de M. Rahim est une autre mise en garde sur l'importance de la sécurité pour la mise en oeuvre de l'Accord de Bonn. Nous appuyons le principe fondamental selon lequel il s'agit d'un secteur dont les Afghans doivent assumer la responsabilité principale. À cet égard, je dois dire que, dans la lutte contre le terrorisme menée par la communauté internationale, il faut que nous aidions les autorités afghanes légitimes à assurer le contrôle de leur territoire afin de garantir, entre autres, l'élimination du terrorisme du sol afghan. Dans un pays marqué par une histoire récente et ancienne de conflits, où existent des milices régionales, il est manifeste qu'il faut établir des forces armées nationales aux ordres du gouvernement central et qui en renforce l'autorité. Ce sera là un travail très délicat car il faudra une force unifiée, intégrant du personnel d'ethnies diverses et qui auparavant agissait sous les ordres de différents chefs locaux.

Bien que nous venions de réaffirmer la responsabilité principale des Afghans, nous continuons à regretter qu'il n'ait pas été possible d'étendre à d'autres régions le mandat de la FIAS, malgré les appels répétés de l'Administration intérimaire, des représentants de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, du Secrétaire général lui-même dans son dernier rapport, et, plus récemment, de la Banque mondiale.

Outre le fait que Sir Kieran en a réaffirmé le besoin, il est manifeste qu'il faudra du temps, peut-être beaucoup de temps, pour que des forces afghanes puissent être mises en place. Le vide qui en résultera risque de se prolonger, créant des conditions qui entraveront considérablement la mise en œuvre de l'Accord de Bonn, même si l'on tient compte des efforts et de la coopération non négligeables mis au service de la préparation et de la formation des forces afghanes.

Compte tenu de la situation sécuritaire existante et de l'incapacité locale et internationale à réagir de manière appropriée à cette situation, le Conseil de sécurité fait face à la responsabilité de contribuer par ses actions au maintien de la crédibilité du processus et de protéger la légitimité du Gouvernement national qui sera instauré à la fin de l'assemblée.

Nous avons déclaré notre appui à la prorogation pour une période de six mois du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Nous saluons et remercions les pays qui ont fourni des contingents à cette Force, en particulier le Royaume-Uni. Nous souhaiterions également remercier le Gouvernement turc d'assumer le commandement de ladite force au cours des six prochains mois.

Pour ce qui est du projet de résolution, je voudrais mentionner qu'au sixième préambule, nous accueillons favorablement la lettre datée du 7 mai 2002, adressée au Secrétaire général par le Ministre turc des affaires étrangères. Il est intéressant de noter que la résolution mentionne le lien de coordination qui devrait exister entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et l'opération militaire menée sur le territoire afghan depuis le 8 octobre, il y a plus de 10 mois. Ceci est intéressant car le texte de la lettre contient des éléments dont on devrait, bien sûr, reconnaître qu'ils sont d'une grande importance pour le fonctionnement de la Force susmentionnée et pour la simultanéité des deux opérations.

Nous suivons également de très près les programmes où se sont engagés des acteurs importants de la communauté internationale, comme par exemple des programmes relatifs au contrôle de la production et du trafic des drogues. Nous attendons les rapports sur cette question de la délégation du Royaume-Uni, qui est le chef de file de ce projet.

Pour terminer, je voudrais dire que nous devons appuyer les programmes de la Force internationale d'assistance à la sécurité visant à désarmer, à démobiliser et réinsérer 200 000 anciens combattants environ, et que nous devons appuyer et encourager les centaines de travailleurs humanitaires qui contribuent tous les jours à améliorer les conditions de vie du peuple afghan.

Mme Lajous (Mexique) (*parle en espagnol*) : La situation en Afghanistan est complexe. Les forces politiques préconisant la réconciliation interethnique, la démocratie et le respect des droits de l'homme – idéaux énoncés dans l'Accord de Bonn – coexistent avec des forces sinistres au service de l'anarchie et de l'extrémisme. C'est pourquoi la communauté internationale doit fermement appuyer l'édification des institutions nationales comme l'ont dit les Afghans eux-mêmes – ce que Sir Kieran Prendergast a d'ailleurs souligné dans son exposé d'aujourd'hui.

Le Mexique se félicite des progrès réalisés par l'Administration intérimaire. Nous nous réjouissons de voir des écoles rouvrir et de ce que le processus de tenue d'une Loya Jirga d'urgence soit en cours. Nous notons avec joie les progrès que font les femmes afghanes dans la vie publique du pays et dans d'autres domaines qui, dans d'autres pays passeraient relativement inaperçus mais qui, compte tenu des circonstances en Afghanistan, semblent plutôt extraordinaires. Nous considérons que le Conseil de sécurité doit appuyer de manière unanime les femmes afghanes, en application de la résolution 1325 (2000). Nous devons accorder notre appui afin que ces femmes puissent parvenir à des postes de direction dans leur pays.

D'autre part, nous constatons avec admiration qu'environ 700 000 réfugiés sont rentrés dans leurs foyers, soit à peu près la moitié de l'objectif de 1,2 million fixé pour cette année. Ces chiffres reflètent non seulement les efforts et l'appui de la communauté internationale, mais aussi les espoirs plus grands que, dans l'ensemble, les Afghans ont pour l'avenir. Nous ne devons pas laisser s'évanouir les espoirs de tout un peuple.

Toutefois, nous sommes préoccupés par le fait que persistent des problèmes menaçant la sécurité et le projet démocratique, qui commence à peine à prendre forme.

En dépit des efforts et des ressources déployés, le problème de la production et du trafic illicite de drogues continue d'exister. La production de drogues n'est pas seulement un problème de santé publique, c'est aussi un problème qui corrompt la société, favorise la violence et le commerce illicite des armes et donne naissance à d'immenses ressources qui peuvent servir à financer des groupements politiques dont le seul objectif est la destruction et la terreur.

Dans ce contexte, il reste beaucoup à faire, et la responsabilité, il faut le dire, n'incombe pas seulement à l'Administration intérimaire. Le problème du trafic de drogues comprend deux éléments principaux : la production et la consommation. Les pays où la consommation est généralisée ont aussi la responsabilité d'empêcher les réseaux criminels créés par la vente d'héroïne dans les grands centres urbains de soumettre les agriculteurs afghans à des extorsions et à des pressions par le biais des trafiquants qui encouragent les cultures illicites – d'autant que nous savons que ce sont précisément ces réseaux criminels qui apportent d'importantes contributions financières au terrorisme.

En outre, la présence continue de membres d'Al-Qaida et des Taliban ne fait que prolonger le climat d'insécurité dans le pays et dans la région. En même temps, des factions rivales se disputent le pouvoir politique dans certaines régions du pays, et certains menacent même de déstabiliser l'Administration intérimaire. Confronté à cette situation d'insécurité, la réaction du Conseil a été de renforcer les capacités de défense des Afghans.

Dans ce contexte, le Mexique souhaite reconnaître le travail entrepris ces derniers mois par Royaume-Uni à la tête de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Nous tenons également à remercier la Turquie, qui assumera bientôt cette responsabilité. Nous sommes prêts à voter en faveur du projet de résolution dont nous sommes saisis pour proroger le mandat de ladite Force pour une période de six mois.

La tenue d’une Loya Jirga d’urgence sera un grand tournant dans l’histoire de l’Afghanistan, car elle débouchera sur les accords de base qui définiront la structure du pouvoir politique dans le pays et en détermineront souverainement le destin.

D’après le calendrier établi par l’Accord de Bonn, la tenue d’une Loya Jirga d’urgence indiquera que nous aurons complété seulement un quart des mesures prévues pour l’Afghanistan. C’est pourquoi nous demandons à la communauté internationale de redoubler d’efforts en faveur de l’Afghanistan et de ne pas célébrer trop tôt la victoire avant de tomber ensuite dans l’indifférence.

Une alliance stratégique entre pays donateurs s’est formée en Afghanistan entre le système des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les organisations non gouvernementales en vue de soutenir le peuple afghan dans sa recherche d’une paix durable. La communauté internationale doit faire preuve d’une persévérance soutenue dans cet effort pour consolider le processus d’établissement des fondements d’un développement économique durable en Afghanistan sur une base démocratique.

Le Mexique désire voir un Afghanistan démocratique, respectueux des droits de l’homme, et dont l’avenir économique ne dépend pas du trafic de drogues. Nous ne voulons pas que l’Afghanistan retombe dans une anarchie provoquée par des guerres intestines, et qu’il redevienne un havre pour les terroristes. Le peuple afghan mérite un avenir meilleur.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous sommes reconnaissants à l’Ambassadeur Prendergast pour son exposé sur la situation en Afghanistan. Nous convenons avec lui que, de façon générale, le processus de paix avance. L’Accord de Bonn est mis en oeuvre avec succès. Les préparatifs de la Commission spéciale indépendante chargée de convoquer la Loya Jirga d’urgence sont en cours, et elle élira le gouvernement intérimaire en juin.

Bien sûr, tout ne se déroule pas sans heurts. Il reste beaucoup à faire, notamment assurer la participation à l’assemblée des représentants de tous les secteurs de la société afghane, et une bonne représentation de tous les groupes ethniques du pays.

Nous avons appris avec regret la mort, dans la province de Ghowr, du candidat élu à la Loya Jirga, M. Rahim. Cet assassinat est une preuve évidente qu’il subsiste en Afghanistan des forces qui désirent saper le processus de paix. L’information que nous avons reçue confirme que dans certaines régions de l’Afghanistan, en particulier dans la partie orientale du pays, certains groupes ne sont pas satisfaits du régime actuel et qu’ils attendent leur heure, pour sortir de la clandestinité et participer activement à la lutte pour le pouvoir.

À cet égard, je tiens à lancer une fois de plus notre appel concernant la nécessité d’empêcher les Taliban et leurs partisans de participer aux futurs organes de l’État. Il ne fait pas de doute que, après la convocation de la Loya Jirga, certaines personnes ne seront pas satisfaites des résultats de l’élection au gouvernement intérimaire. Mais il importe que cette opposition reste légale et qu’elle ne prenne pas les armes pour créer une coalition de mécontents. À notre avis, les voisins de l’Afghanistan pourraient jouer un rôle important pour empêcher la réalisation de ce scénario. Ils ont assez d’influence sur les dirigeants provinciaux pour ce faire. Le potentiel de ces pays ne devrait pas être sous-estimé et, en particulier, ils ne devraient pas faire l’objet d’un manque de respect.

Nous convenons que la situation en matière de sécurité en Afghanistan reste difficile. Nous recevons régulièrement des informations à ce sujet. Aujourd’hui, une fois de plus, nous avons entendu l’exposé de Sir Kieran Prendergast concernant de nouvelles poches de conflits. Différents groupes ethniques, le restant des Taliban, des membres du groupe terroriste Al-Qaida y participent.

Nous attachons une grande importance à l’activité de la Force internationale d’assistance à la sécurité (FIAS) dans l’exécution du mandat adopté dans la résolution 1386 (2001) du Conseil de sécurité. Aujourd’hui le Conseil va adopter un projet de résolution qui proroge le mandat de cette force. Nous pensons que la FIAS joue un rôle important pour établir la tranquillité à Kaboul. Nous espérons qu’elle fournira un appui important et aidera à la normalisation du fonctionnement du nouveau Gouvernement de transition du pays.

Nous devons nous concentrer à long terme sur la création d’une véritable armée afghane. À la conférence des donateurs de Genève, des propositions spécifiques ont été exprimées concernant la réforme du secteur de sécurité de l’Afghanistan. Nous nous félicitons de la volonté manifestée par la communauté internationale de fournir une assistance aux Afghans

pour la création de leur armée et de leur force de sécurité. Pour sa part, la Russie a maintes fois dit qu'elle était prête à établir une coopération militaire et technique, et même à aider à la création d'une force armée nationale, et des organes de maintien de l'ordre en Afghanistan. À nouveau, nous réaffirmons que l'activité dans ce domaine ne doit pas devenir un domaine de concurrence, de rivalité ou de conflits d'intérêts. Autrement, les perspectives à long terme de la reconstruction pacifique de l'Afghanistan pourraient à nouveau s'effondrer.

Nous sommes convaincus que l'ONU devrait jouer un rôle central dans la mise en place d'une interaction et d'une coordination internationale approfondies dans tout le territoire de l'Afghanistan d'après-conflit. Nous attachons une grande importance au travail de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), ainsi qu'au travail accompli par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Brahimi. Ce type de coordination et d'interaction doit exister dans leurs activités quotidiennes.

La Russie continuera d'aider au redressement économique de l'Afghanistan. Au cours de la première phase de l'opération humanitaire, nous avons fourni à l'Afghanistan une assistance s'élevant à plus de 12 millions de dollars. Au cours de la nouvelle phase, des spécialistes et des sociétés russes participeront à la reconstruction et la remise en état de plus de 140 installations industrielles et agricoles construites en Afghanistan entre 1960 et 1980 avec l'assistance de l'Union soviétique.

M. Tafrov (Bulgarie) : Je remercie Sir Kieran Prendergast pour son exposé exhaustif et précis.

En sa qualité de membre associé à l'Union européenne, la Bulgarie se rallie à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'Espagne au nom de l'Union. Je voudrais faire, à titre national, quelques brefs commentaires.

Les perspectives d'un meilleur avenir pour l'Afghanistan sont nettement meilleures qu'il y a six mois. Les résultats de la première étape de la préparation de la Loya Jirga sont encourageants. Les efforts de la Commission spéciale indépendante chargée de convoquer la Loya Jirga d'urgence sont un franc succès, et le rôle joué dans ce succès par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Lakhdar Brahimi, est à saluer.

C'est vrai, le processus de sélection des membres de la Loya Jirga se déroule dans des conditions souvent difficiles, notamment en dehors de Kaboul. Il y a des assassinats politiques, il y a des intimidations, mais, pour autant, les Afghans ont prouvé leur volonté de reprendre le contrôle de leur pays. La Bulgarie continuera à les accompagner sur ce chemin. Mon pays forme l'espoir que la Loya Jirga d'urgence jouera le rôle essentiel escompté pour le développement d'un processus politique viable en Afghanistan. Nous souhaitons voir représentées dans cette institution traditionnelle afghane toutes les communautés ethniques et confessionnelles du pays. Nous voudrions voir le plus grand nombre de femmes possible parmi les membres de la Loya Jirga.

Les éléments cruciaux de la stratégie générale de la communauté internationale pour la normalisation de la situation en Afghanistan sont la sécurité et la stabilité. De ce point de vue, la Bulgarie oeuvrera avec le reste des membres du Conseil, avec les pays participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), pour que ce processus de normalisation du retour à la sécurité intégrale soit accéléré. Mon pays appuiera l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité sur la prorogation du mandat de la FIAS.

À cette occasion, nous voudrions une fois de plus remercier le Royaume-Uni d'avoir organisé et commandé la Force internationale, et aussi la Turquie de sa décision d'assumer le commandement de la FIAS pour les six mois à venir.

Mon pays se félicite également des résultats de la réunion sur la « réforme du secteur de sécurité » en Afghanistan, organisée sous la direction des États-Unis à Genève le 17 mai dernier. Nous apprécions hautement la disponibilité du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Italie, qui ont assumé un rôle dirigeant respectivement dans les domaines suivants : lutte contre la production et le trafic de drogues, police et système judiciaire.

La Bulgarie a participé activement aux deux réunions de Genève. Mon pays continuera à fournir une assistance pour l'établissement du secteur de sécurité en Afghanistan sur une base bilatérale, ainsi que par le truchement de la FIAS et des mécanismes de la réunion de Genève.

Le respect des droits de l'homme est essentiel pour toute démocratie. La démocratie afghane

naissante ne peut être stable qu'en respectant ce principe. L'autre aspect des nouvelles réalités qui sont en train de naître en Afghanistan, qui nous paraît très important et dont devraient s'occuper les institutions afghanes naissantes, est le statut de la femme, son accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à la participation à la vie politique et sociale.

En terminant, je souhaite réitérer l'appel lancé par l'Union européenne à tous les dirigeants afghans pour qu'ils saisissent cette unique chance et soutiennent pleinement le processus constitutionnel qui commence avec la Loya Jirga d'urgence, afin d'aboutir à un accord sur les institutions nationales communes, basé sur les traditions afghanes et sur les valeurs de la démocratie, du respect des droits de l'homme et du multipartisme.

M. Kolby (Norvège) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier Sir Kieran Prendergast de son excellent exposé, et à dire combien mon Gouvernement est reconnaissant pour le travail réalisé par le Représentant spécial, M. Brahimi, et son personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

En tant que Présidente du Groupe d'appui pour l'Afghanistan, la Norvège est constamment en contact avec M. Brahimi et avec les autorités intérimaires afghanes à Kaboul, afin que l'appui du Groupe au processus de paix soit aussi efficace et constructif que possible.

Nos principaux objectifs consistent notamment à promouvoir une démarche globale et cohérente, et à combler le fossé entre l'assistance humanitaire et le processus national de relèvement et de reconstruction à long terme. La Norvège appuie sans réserve les efforts déployés par M. Brahimi et la MANUA pour assurer la coordination des donateurs et du système des Nations Unies.

Dans l'immédiat, notre préoccupation commune doit être de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour veiller à ce que la Loya Jirga d'urgence se déroule aussi pacifiquement que possible et sans heurt. Cette semaine, la Norvège a versé une contribution de 500 000 dollars, pour le processus de Loya Jirga, au Fonds d'affectation spéciale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Nous souscrivons pleinement à l'appel lancé par Sir Kieran Prendergast concernant la nécessité urgente d'obtenir des fonds. Mon gouvernement a jusqu'à présent versé 15 millions de dollars sur les 40 millions de dollars que nous avions annoncés en janvier à la conférence de Tokyo. Le Ministre des affaires étrangères de la Norvège, M. Petersen, a écrit à ses collègues du Groupe d'appui pour l'Afghanistan, et a souligné qu'il était absolument nécessaire que les donateurs accélèrent les débours des contributions promises à Tokyo afin de renforcer la stabilité en améliorant les conditions de vie du peuple afghan.

Dans le cadre de nos efforts pour renforcer la sécurité en Afghanistan, la Norvège estime que l'adoption aujourd'hui d'une résolution prorogeant le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de six mois supplémentaires est une mesure très importante. Nous saluons le Royaume-Uni qui a joué un rôle de chef de file au sein de la FIAS, et nous nous félicitons de la décision de la Turquie de prendre le relais. J'ai le plaisir de confirmer que la Norvège continuera de fournir des forces militaires à la FIAS et de soutenir les opérations menées en Afghanistan par la coalition dirigée par les États-Unis, et ce, également, pour les six prochains mois.

La Norvège jouera aussi un rôle actif dans les efforts dirigés par l'Allemagne afin de mettre en place une police civile en Afghanistan. Nous fournirons à la fois des instructeurs de police et des ressources financières, à hauteur d'un million d'euros.

Comme Sir Kieran Prendergast l'a indiqué, l'aide internationale pour atténuer la crise humanitaire doit demeurer une priorité. Par l'entremise du Groupe d'appui pour l'Afghanistan, nous oeuvrerons pour que les opérations de secours se poursuivent et soient élargies afin de répondre aux besoins croissants d'assistance. De même, nous devons accorder une attention accrue au déminage, et faire en sorte que les réfugiés et les personnes déplacées qui rentrent aient un toit et un emploi.

Les défis sont nombreux, mais grâce à l'engagement continu de la communauté internationale et à la coopération constructive des États de la région, nous sommes convaincus que nous pourrons réussir, à long terme, à créer un Afghanistan plus stable et pacifique. La résolution d'aujourd'hui est une étape importante dans ce processus.

M. Gokool (Maurice) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier vivement, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance

publique sur l'Afghanistan. Je tiens également à remercier Sir Kieran Prendergast de son exposé d'aujourd'hui si riche en informations.

Nous avons pris note de l'amélioration générale de la situation dans le pays, et nous nous félicitons en particulier des efforts positifs de l'Administration intérimaire afghane, sous la direction de l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi et du Président Hamid Karzaï.

La situation politique semble beaucoup plus favorable depuis la conclusion de l'Accord de Bonn, grâce à l'attitude positive et à la démarche conciliatrice des parties au processus de paix. Nous notons avec satisfaction la manière dont les dispositions sont prises pour l'organisation de la Loya Jirga prévue au début du mois prochain. Nous sommes convaincus que ce processus politique traditionnel contribuera à la formation d'un nouveau gouvernement et permettra au pays de progresser encore davantage vers une démocratie stable, basée sur les principes de la non-discrimination et de la représentation équitable de tous les groupes ethniques.

La stabilité politique et l'harmonie sociale sont des facteurs extrêmement importants dans les décisions prises par les donateurs multilatéraux et bilatéraux. Dans sa déclaration de dimanche dernier, M. Malloch Brown, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a souligné à juste titre la nécessité de créer un Afghanistan viable et fondé sur la primauté du droit, afin de donner confiance à la communauté des donateurs. Nous espérons, toutefois, que les donateurs tiendront compte de la situation particulière de l'Afghanistan, et que la somme de 4,5 milliards de dollars, pendant cinq ans pour la reconstruction, promise lors de la Conférence des donateurs de Tokyo ne sera pas retenue pour une raison quelconque. En même temps, nous espérons que les mécanismes nécessaires pour assurer la responsabilité et la transparence seront mis en place en Afghanistan afin que ces fonds soient utilisés de façon appropriée.

La réunion tenue à Genève la semaine dernière au sujet de la sécurité a permis de souligné l'importance que la communauté internationale accorde aux préoccupations en matière de sécurité en Afghanistan, et de confirmer son engagement ferme en faveur du maintien et de la promotion de la sécurité en Afghanistan. Nous saluons et nous respectons la décision de l'Administration intérimaire de créer une nouvelle force armée afghane et d'élaborer une stratégie de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants. Mais, tant que ce processus ne sera pas terminé, l'Afghanistan continuera d'avoir besoin de l'appui de la communauté internationale.

Ma délégation appuie donc sans réserve le projet de résolution portant sur la prorogation, pour une période de six mois, de l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Le maintien de la paix et de la sécurité est impératif pour que l'Afghanistan puisse connaître la réussite tant à Kaboul qu'au-delà. Nous reconnaissons tous que la formation de l'armée afghane et de la police nationale prendra un certain temps et, en attendant, l'Administration intérimaire afghane devrait être appuyée sans réserve.

La situation humanitaire en Afghanistan – conséquence de plus de 20 ans de guerre et de troubles politiques, aggravés par des catastrophes naturelles telles que des tremblements de terre, de graves sécheresses et d'importantes inondations – continue de mériter une attention particulière. La situation tragique des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays devrait être traitée d'urgence. Nous félicitons le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les autres organismes des Nations Unies pour leurs efforts inlassables visant à fournir des produits de première nécessité à ces populations dans le besoin, en particulier dans un environnement des plus instables et extrêmement difficile. En ce qui concerne le maintien de la stabilité sociale, il importe que la communauté internationale reste engagée afin d'améliorer la vie de ces réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays. Nous rendons hommage au rôle constructif que les pays voisins jouent à cet égard.

Ma délégation appuie sans réserve les efforts déployés par les différents organismes et organisations pour régler le problème posé par la culture du pavot en Afghanistan. Nous estimons qu'un soutien continu devrait être accordé aux paysans pauvres qui ont accepté de cesser la culture du pavot et de se consacrer à la production alimentaire.

Avant de terminer, je voudrais exprimer la reconnaissance toute particulière de ma délégation pour le travail excellent que le Royaume-Uni a accompli à la tête de la FIAS. La tâche qui nous attend demeure redoutable, mais nous sommes persuadés que la FIAS,

sous le commandement de la Turquie à partir du mois prochain, continuera de fournir le soutien si nécessaire pour promouvoir et maintenir la paix et la stabilité en Afghanistan.

M. Fall (Guinée) : Nous sommes très reconnaissant à Sir Kieran Prendergast pour les informations actualisées qu'il nous a données ce matin. Nous voudrions ensuite saluer la présence parmi nous de Mme Ogata, qui vient de quitter la salle, pour son action en faveur des causes humanitaires.

Nous sommes tous d'accord pour dire que la présente séance du Conseil de sécurité se tient à un moment crucial de l'évolution du processus politique issu de l'Accord de Bonn. La tâche principale qui nous incombe en cette période charnière est de consolider les acquis à travers un examen lucide des problèmes qui restent à résoudre en vue de leur trouver des solutions appropriées.

Les progrès accomplis depuis la mise en place de l'Autorité intérimaire sont le fruit des efforts conjugués de la communauté internationale et des populations afghanes. Ces progrès méritent d'être salués et encouragés, dans la mesure où la réussite du programme de réconciliation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan constituera, sans doute, un autre témoignage de la volonté des Nations Unies, et singulièrement du Conseil de sécurité, de remplir leurs obligations fondamentales de maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Les défis à relever sont encore nombreux et portent notamment sur la sécurité, la situation humanitaire et le développement. Force est de constater que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) a accompli un travail remarquable sous le commandement du Royaume-Uni, et ce, grâce à la volonté conjuguée des pays qui y participent, et dont nous saluons ici la contribution.

Nous nous félicitons d'avance de la prorogation de l'autorisation, pour une nouvelle période de six mois, de la Force internationale et exprimons notre appréciation à la Turquie qui a accepté d'assumer le commandement de cette Force. En effet, le retour de la paix en Afghanistan n'est possible que si les derniers foyers de déstabilisation sont éliminés à travers la fin des luttes entre factions armées rivales et l'éradication des derniers bastions d'Al-Qaida et des Taliban. C'est le lieu de souligner la nécessité d'accélérer la formation et l'équipement des forces de sécurité afghanes, qui pourront, à court terme, jouer ce rôle essentiel.

La mise en oeuvre effective des arrangements contenus dans l'Accord de Bonn dépend donc largement de la manière dont cette action sera menée. Ma délégation voudrait ici saluer tous les pays qui se sont déjà engagés pour assurer la formation des forces armées et de police afghanes.

Au plan humanitaire, ma délégation note que la situation demeure préoccupante. Le retour massif des réfugiés exerce une pression de plus en plus forte sur les faibles infrastructures existantes et accentue les énormes besoins des populations. À cet égard, nous exhortons la communauté des donateurs à redoubler d'efforts pour augmenter les flux financiers nécessaires à la satisfaction de ces besoins, si nous voulons éviter une catastrophe qui viendrait s'ajouter à la situation déjà précaire que connaît l'Afghanistan. Cette assistance, une fois mise en évidence, permettrait aux populations afghanes de se consacrer aux activités de relèvement de leur pays.

La conférence internationale sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan, tenue dans l'enthousiasme en janvier dernier à Tokyo, a suscité beaucoup d'espoir par les généreuses et importantes annonces de contributions qui y ont été faites. Toutefois, de l'intention à l'action, il y a un grand pas que la communauté internationale doit franchir. II y va de la survie des populations afghanes et, au-delà, de la réussite des institutions patiemment mises en place avec le concours de tous.

Ma délégation est d'avis que si les conditions ne sont pas créées pour asseoir les bases d'un véritable développement socioéconomique du pays, tout l'échafaudage élaboré à Bonn pourrait s'effondrer, C'est pourquoi nous lançons une fois de plus un appel pour que les promesses faites à Tokyo soient suivies d'actions concrètes, qui pourraient être une grande source de motivation et d'espoir.

Pour terminer, ma délégation renouvelle son appui à la Mission d'Administration des Nations Unies en Afghanistan, dont le programme d'action mérite d'être largement suivi. Elle encourage le Représentant spécial du Secrétaire général à poursuivre ses efforts en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de l'Afghanistan, pays longtemps victime des vicissitudes de l'histoire.

M. Belinga-Eboutou (Cameroun) : Le Cameroun voudrait à son tour se féliciter de l'exposé combien utile et complet présenté à l'ouverture de la présente séance par Sir Kieran Prendergast. Cet exposé a abondé en informations particulièrement précieuses en ce moment de la mise en place du processus de Bonn. Ces informations nous ont ouvert des perspectives d'action pour les années à venir.

De nombreux progrès ont été réalisés par l'Autorité intérimaire, ce dont nous nous félicitons. Nous pensons en particulier à la réouverture des écoles, à la mobilisation et la sensibilisation de la communauté internationale et, surtout, au retour des réfugiés. Nous pensons également à tout ce qui est fait dans le sens de l'amélioration de la condition de la femme.

La mise en place des institutions transparentes et démocratiques, respectueuses des droits et de la dignité des hommes et des femmes, est de toute évidence la clef de tout espoir de retour à la paix. Nous nous félicitons à cet égard des efforts de l'ONU et des pays Membres, tels que les États-Unis et la France, le Royaume-Uni et la Turquie, pour la formation des éléments de la police et de l'armée. Nous nous félicitons aussi du Fonds d'affectation des Nations Unies prévu dans ce cadre.

Nous nous en félicitons d'autant plus que tout doit être mis en oeuvre pour assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire afghan et les derniers combats au nord de l'Afghanistan dans la province de Kunduz montrent combien les rivalités entre chefs de guerre continuent et continueront d'être une écharde pour le processus de paix.

La Loya Jirga prévue du 10 au 16 juin est appelée à désigner un gouvernement de transition. C'est dire combien elle est importante. Nous avons eu à dire les conditions à réunir pour que la composition de la Loya Jirga soit à l'abri de toutes les pressions et reflète la situation géopolitique et socioculturelle du pays. Nous nous félicitons à ce sujet du retour de l'ancien Roi Mohammed Zahir Shah, qui apparaît comme un gage de succès pour la Loya Jirga. De ce succès dépendra la suite de la normalisation politique en Afghanistan après 23 années de guerre.

Le Cameroun a également souligné combien énormes et immenses étaient les problèmes qui sont de véritables défis auxquels l'Afghanistan nouveau doit faire face. Nous avons en particulier souligné la nécessité de l'aide de la communauté internationale pour reconstruire un pays dont les infrastructures et l'économie ont été démantelés – et le terme n'est pas assez fort. C'est pour cela que les conférences des annonces de contributions, notamment celle de Tokyo, ont suscité beaucoup d'espoir et, comme l'a souligné le distingué Ambassadeur de Guinée, beaucoup d'enthousiasme.

Ce que nous attendons aujourd'hui c'est la matérialisation des promesses faites. Certes, nous en convenons, il faut que le gouvernement afghan s'achemine dans le respect des Accords de Bonn. Mais, il ne faudrait pas non plus lier le déblocage et la mise à la disposition du gouvernement afghan des promesses faites lors des annonces de contributions. Le faire serait priver ce gouvernement des moyens de se crédibiliser auprès de son peuple. Le faire serait donc compromettre la mise en place même du processus prévu dans les Accords de Bonn. Nous voudrions nous féliciter ici de l'engagement de l'Europe des 15 qui, à ce jour, demeure le premier pourvoyeur de fonds pour la reconstruction du pays. Sans cette aide, le Cameroun le répète, le processus de Bonn risque d'être mis à rude épreuve.

Nous sommes saisis d'un projet de résolution que nous allons examiner tout à l'heure et qui proroge en particulier le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) pour une période de six mois après le 20 juin 2002. Naturellement, le Cameroun appuie en tous points ce projet de résolution. Le défi auquel nous devons faire face est énorme. Il est exaltant et les réussites que nous avons connues dans plusieurs autres dossiers ici-même constituent pour nous non seulement des signes d'encouragement mais également des garanties quant à notre engagement et à notre volonté de parvenir à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de l'Afghanistan. Le peuple de ce pays a déjà donné les gages de sa détermination à se réconcilier et à reconstruire son pays. Ce peuple souhaite le faire avec l'aide de la communauté internationale. Il mérite toute notre admiration, toute notre confiance et tout notre appui. Comme on le dit dans d'autres enceintes, il nous faut soutenir ce peuple non pas en paroles mais en actes et en vérité.

M. Wang Yingfan (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise voudrait remercier le Secrétaire général adjoint Prendergast de son exposé sur la situation en Afghanistan.

La communauté internationale s'intéresse de très près à la Loya Jirga d'urgence qui doit être convoquée en Afghanistan le mois prochain. Ce n'est que si la Loya Jirga a lieu comme prévu et que le Gouvernement transitoire élu est vraiment représentatif et bénéficie de l'appui de tous les groupes ethniques afghans et de la population de tous les districts, que la paix pour laquelle il a fallu se battre se maintiendra et que le modèle politique qui est prévu pour l'Afghanistan dans le cadre des Accords de Bonn pourra être réalisé.

La préparation de la convocation de la Loya Jirga a donc été le principal élément de la vie politique en Afghanistan. Nous nous félicitons du profond intérêt et du grand enthousiasme manifestés par la population afghane en ce qui concerne la Loya Jirga. Cet intérêt et cet enthousiasme reflètent pleinement son vif désir de sortir de la guerre et de rebâtir la paix et montrent que la situation générale en Afghanistan évolue dans la bonne direction.

Cela étant, l'Afghanistan reste confronté à bien des difficultés. Notamment, les conflits entre les chefs de guerre locaux se poursuivent. Certaines factions essaient de fausser les élections, et certaines parties se plaignent d'avoir été exclues du processus politique. Tout cela a des répercussions négatives sur les préparatifs de la Loya Jirga. Toutes les parties en Afghanistan doivent, dans l'intérêt de toute la nation, laisser de côté leurs anciens griefs, mettre fin à la violence et unir leurs forces pour participer à la construction de la paix et à la reconstruction du pays. Ce n'est qu'à ce moment là que l'Afghanistan pourra avoir un avenir radieux.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan est en place et opérationnelle depuis deux mois seulement. En dépit de cela, elle a oeuvré effectivement afin de s'assurer que la Loya Jirga puisse se dérouler dans de bonnes conditions et afin de servir de médiateur dans les conflits entre groupes armés locaux. Nous apprécions à sa juste valeur le travail inlassable qui a été mené par l'Ambassadeur Brahimi et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et nous voudrions dire que nous apporterons notre coopération et notre soutien actifs à ces activités. Le personnel recommandé par la Chine pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan sera bientôt envoyé en Afghanistan afin de participer à l'oeuvre d'assistance.

La Force internationale d'assistance à la sécurité a joué un rôle important en matière d'aide à la stabilisation de la situation en Afghanistan. La Chine appuie la prorogation de son mandat par l'adoption d'une résolution. Parallèlement, la Chine est prête à collaborer avec d'autres pays afin d'aider l'Afghanistan à se doter de ses propres forces armées et de ses propres forces de police.

Une autre tâche ardue à laquelle l'Afghanistan doit faire face est celle de la reconstruction. La paix a rendu cette reconstruction possible et des progrès réguliers en matière de réédification jetteront les bases d'une paix future. La Chine attache beaucoup d'importance à la reconstruction de l'Afghanistan. Il n'y a pas très longtemps, le Ministre chinois des affaires étrangères, M. Tang Jiaxuan s'est rendu en Afghanistan, et pendant sa visite la Chine s'est engagée à participer à la reconstruction de l'hôpital de Kaboul et, en principe, à aider à la reconstruction d'un réservoir à Parvan ainsi que d'un hôpital à Kandahar, qui avaient été créés à l'origine avec l'aide de la Chine. Les deux parties ont signé un accord portant sur l'assistance et la coopération économique et technique d'une valeur de 30 millions de dollars, tandis qu'il y a eu un échange de documents relatifs à un approvisionnement en fournitures de bureau entre le Ministère des affaires étrangères de la Chine et son homologue afghan.

Nous avons également accepté de collaborer avec l'Afghanistan dans le domaine de la lutte contre la drogue et sommes convenus d'examiner avec intérêt la possibilité de collaborer à différents nouveaux projets d'assistance proposés par l'Afghanistan, y compris la reconstruction de l'usine textile de Baghram. La Chine continuera à fournir, dans la mesure de ses moyens, une assistance en matière de paix et de reconstruction en Afghanistan.

M. Eldon (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je suis très heureux, Monsieur, de vous voir à nouveau présider.

Il est tard et j'essaierai d'être bref, mais je voudrais dire d'emblée que la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies ont déjà accompli un travail considérable en Afghanistan. Je voudrais rendre tout particulièrement hommage à l'excellent travail du Représentant spécial M. Brahimi et de son équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Je voudrais, lors de cette intervention, me concentrer sur cinq domaines clefs.

Premièrement, en ce qui concerne la sécurité, grâce à l'appui remarquable fourni par les pays fournisseurs de contingents et la coopération des autorités et du peuple afghans, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) contribue à l'heure actuelle à rétablir la sécurité et la confiance à Kaboul et dans les environs. La communauté internationale doit maintenant s'appuyer sur ce succès en fournissant des troupes et des ressources à la FIAS, qui sera placée sous l'autorité de la Turquie en juin, et par des donations au Fonds d'affection spéciale de la FIAS.

Deuxièmement, la clef d'une stabilité à long terme en Afghanistan réside dans la réforme du secteur sécuritaire. Il y a eu des progrès, mais franchement, ils sont trop lents. Il faut qu'il ait un effort international concerté, sinon nous risquons de perdre notre investissement. La semaine dernière, à Genève, le Royaume-Uni a déclaré qu'il était disposé à contribuer 21 millions de dollars destinées aux forces armées afghanes, y compris sous forme d'un appui à un programme de démobilisation ainsi qu'au Ministère afghan de la défense, à la condition expresse qu'une démarche stratégique et cohérente de la réforme du secteur sécuritaire et l'instauration d'une obligation redditionnelle satisfaisante soient mises en oeuvre, afin que les Afghans puissent développer les capacités leur permettant d'assurer leur propre secteur sécuritaire le plus rapidement possible.

Troisièmement, en ce qui concerne le processus politique, l'Afghanistan dispose maintenant d'une Administration intérimaire placée sous la direction effective de Hamid Karzaï. La Loya Jirga du mois prochain devrait donner naissance à un gouvernement reposant sur une assise encore plus large et je suis en accord avec la déclaration qu'a faite plus tôt Sir Kieran Prendergast, à savoir que la Loya Jirga est un processus trop important pour être rejeté du fait de ses imperfections. Nous avons versé une contribution de 500 000 livres, soit 750 000 dollars, aux fins de préparer la Loya Jirga et nous suivrons la situation de près afin de nous assurer que le processus de la Loya Jirga soit libre et équitable.

Quatrièmement, en ce qui concerne l'aide humanitaire et l'aide à la reconstruction, le Royaume-Uni a déjà apporté 60 millions de livres, soit environ 90 millions de dollars, et a promis 200 millions de dollars supplémentaires afin d'éviter une catastrophe sur le plan humanitaire et d'améliorer l'accès de la population aux services de base, tels que santé et éducation. Nous avons été le premier pays donateur à apporter une contribution au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan et je voudrais encourager d'autres membres à nous suivre le plus rapidement possible dès que les processus législatifs et autres critères pourront être gérés.

Cinquièmement, j'aimerais mentionner le problème des drogues. Comme d'autres intervenants l'ont souligné, la production a augmenté sous le régime des Taliban. Nous nous félicitons des succès récents remportés par l'Administration intérimaire pour éliminer un tiers des cultures actuelles de pavot dans les principales zones de culture. Il est impératif de donner une aide financière ciblée pour faciliter le redressement rural. Les efforts futurs doivent se concentrer sur les mesures coercitives, la recherche d'autres moyens de subsistance possibles, la mise en place de cadres institutionnels, la réduction de la demande et la coopération sur le plan régional. Le Royaume-Uni coordonne l'appui international à cet effort.

Enfin, l'Afghanistan est en bien meilleure position qu'auparavant, mais il reste encore beaucoup à faire. Un effort soutenu de l'ensemble de la communauté internationale est essentiel afin de maintenir l'élan acquis. Il y a des enjeux considérables pour nous tous en la matière.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de Singapour.

Tout d'abord, je voudrais m'associer à ceux qui ont remercié le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Prendergast, de son exposé très complet sur les événements récents en Afghanistan.

Dans la période précédant la convocation de la Loya Jirga d'urgence, le mois prochain, il y a de toute évidence des tâches à court terme mais essentielles à accomplir en Afghanistan, auxquelles la communauté internationale doit contribuer d'urgence. Le succès tant du processus que des résultats de la Loya Jirga sera crucial pour jeter les bases à partir desquelles remédier aux problèmes à long terme qui se posent en Afghanistan.

L'Organisation des Nations Unies, dont le Conseil de sécurité, ont joué et continuent de jouer un rôle central. Nous espérons que Sir Kieran Prendergast fera part de notre appui plein et entier au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Lakhdar Brahimi, ainsi qu'au personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, qui se sont acquittés de leurs tâches avec ingéniosité et audace dans des conditions extrêmement difficiles. Nous nous félicitons, en particulier, de la structure unifiée et intégrée de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, qui représente un nouveau modèle de coordination et de coopération au sein du système des Nations Unies.

La convocation de la Loya Jirga d'urgence est le prochain jalon important du processus politique lancé par l'Accord de Bonn depuis l'entrée en fonction de l'Administration intérimaire afghane, le 22 décembre dernier. La Loya Jirga d'urgence, qui sera ouverte par l'ancien Roi d'Afghanistan, Mohammed Zahir Shah, aura à se prononcer sur des questions critiques relatives à la forme et à la structure de la nouvelle autorité de transition, qui doit remplacer l'Administration intérimaire afghane. La Loya Jirga d'urgence, en tant que processus typiquement afghan, permettra aux Afghans de prendre le contrôle de leur avenir politique, comme il convient.

Nous espérons que le retour en Afghanistan de l'ancien Roi Zahir Shah encouragera le retour de nombre d'autres membres de la diaspora afghane. Avec sa longue et noble histoire, l'Afghanistan a une diaspora riche et variée dans laquelle il faut pleinement puiser. En général, les progrès réalisés dans la préparation de la Loya Jirga d'urgence ont été remarquables et encourageants malgré les contraintes de temps, de logistique et de ressources que connaît la Commission indépendante.

En même temps, nous devrions constamment faire attention aux obstacles potentiels. Nous sommes troublés, par exemple, par les informations faisant état de l'assassinat d'un candidat à la Loya Jirga, quelques heures après qu'il avait été désigné par le choura du district local comme membre du collège électoral de ce district pour la Loya Jirga. Il existe un réel danger que les adversaires du processus de Bonn et d'autres empêcheurs de tourner en rond intensifient leurs activités pour perturber la Loya Jirga d'urgence.

Nous devons rester vigilants, même après la conclusion de la Loya Jirga d'urgence. Comme dans tout processus politique, il y aura des gagnants et des perdants. De concert avec la population afghane, lassée de décennies de guerre et aspirant à la paix et à la stabilité, la communauté internationale doit intensifier son appui à la tenue sans heurts de la Loya Jirga d'urgence et à ses résultats. Dans ce contexte, nous exhortons toutes les parties afghanes, en particulier les dirigeants, à favoriser l'émergence d'une identité nationale afghane, qui, avec le temps, prendra le pas sur les affiliations ethniques ou régionales.

Le bon déroulement de la Loya Jirga d'urgence ne saura, à lui seul, garantir la stabilité à long terme de l'Afghanistan. Il restera beaucoup à faire en matière de secours humanitaire, de relèvement, de reconstruction et de sécurité dans tout l'Afghanistan. Comme Singapour l'a toujours affirmé, les progrès réalisés sur les plans politique et humanitaire et en matière de reconstruction et de sécurité se renforcent mutuellement.

Le meilleur moyen de décourager les forces perturbatrices et de promouvoir une paix durable consiste à adopter une approche globale et cohérente face à la situation en Afghanistan. Bien qu'on ait réussi à éviter une grave crise humanitaire dans le pays, il est actuellement indispensable que la communauté des donateurs appuie davantage les opérations de rapatriement et de réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés. Le taux de retour – plus important que prévu – des personnes déplacées et des réfugiés est une preuve manifeste de la confiance que ressent le peuple afghan. On ne peut laisser l'insuffisance des ressources financières annihiler ce processus. Des efforts et des ressources gigantesques sont également nécessaires pour transformer une économie jadis basée sur la guerre et sur la drogue en une économie fondée sur la paix.

Plus que toute assemblée internationale de dirigeants du monde, l'Afghanistan a vivement démontré les liens et les effets propres à un monde interconnecté. Nous devrions tirer les enseignements de l'exemple afghan et intervenir quand c'est crucial.

En termes de sécurité, nous sommes heureux que la coalition qui constitue la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) se soit clairement engagée à proroger sa présence en Afghanistan pour une période de six mois. Nous saluons également la

Turquie qui a proposé de prendre la direction de la FIAS après le Royaume-Uni, qui mérite d'ailleurs aussi tous nos compliments pour son travail exemplaire dans la mise en place de cette Force.

L'adoption, plus tard aujourd'hui, du projet de résolution prorogeant le mandat de la FIAS, près d'un mois avant l'expiration de son mandat actuel, montre clairement que la communauté internationale continue d'être fermement attachée à fournir une pierre angulaire pour la sécurité à Kaboul. La communauté internationale, par le biais d'une série de réunions sur la sécurité tenues à Genève, examine et applique avec soin les diverses options en vue d'aider à maintenir la sécurité dans d'autres parties de l'Afghanistan. À cet égard, nous nous félicitons de l'engagement pris et des efforts déployés par ceux qui ont une influence sur le terrain, notamment la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, pour favoriser une règlement des conflits locaux.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Canada. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Heinbecker (Canada) : Notre débat intervient aujourd'hui à une époque de grand changement et de grand espoir pour le peuple afghan. Au cours des cinq derniers mois, les Afghans ont enfin largement prouvé leur détermination à mettre fin à plusieurs décennies de conflit et à reconstruire leur pays et leurs vies. Il est clair qu'ils veulent édifier un pays qui ne soit pas un havre pour les terroristes.

Le Canada est prêt à aider à rétablir un gouvernement et une société stables en Afghanistan afin que les aspirations du peuple afghan puissent se réaliser. Nous ne devons pas et nous ne pouvons pas l'abandonner. Nous lui devons, comme nous le devons aux victimes qui ont péri le 11 septembre et dans d'autres attentats terroristes, de nous assurer que l'extrémisme ne trouve pas de sol fertile où cultiver le mal. Il faudra pour cela que nous prenions tous un engagement de longue durée.

Les progrès accomplis depuis la chute du régime taliban attestent de la ténacité, de la détermination et de l'optimisme du peuple afghan. Il y a six mois à peine, nous n'aurions pu imaginer que des millions de filles et de garçons afghans retourneraient à l'école, que les chefs de guerre afghans regarderaient brûler leurs champs de pavot à opium et que des centaines de milliers de réfugiés afghans reviendraient dans leur pays natal pour commencer sa reconstruction.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Nous n'aurions pas non plus imaginé il y a six mois qu'une administration afghane traditionnelle gagnerait grâce à sa direction efficace et dans des circonstances extrêmement difficiles, la confiance de la communauté internationale. Et c'est pourtant ce qui s'est produit. Nous saluons le travail de l'Administration intérimaire afghane. Nous saluons également l'aide très efficace fournie aux Afghans par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Brahimi, et par son équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Cette évolution positive de la situation a incité le Canada à réaffirmer son engagement de longue date en faveur du peuple afghan et à fournir un appui supplémentaire. Le Canada a fourni quelque 100 millions de dollars en assistance humanitaire à l'Afghanistan entre 1990 et 2001. Nous avons également promis une aide additionnelle de 70 millions de dollars pour l'aide humanitaire et à la reconstruction pour la période 2002-2003. Trente millions de dollars de cette somme ont déjà été décaissés, essentiellement pour l'aide humanitaire afin de répondre aux besoins urgents, et pour des programmes d'assistance au déminage et aux victimes en vue d'atténuer les conséquences de décennies d'utilisation de mines terrestres par les parties aux conflits. Nous notons avec préoccupation les rapports de l'ONU indiquant qu'il existe encore des lacunes en matière d'aide humanitaire.

Il faut répondre aux besoins de base du peuple afghan avant de passer à la reconstruction. C'est pourquoi nous engageons la communauté internationale à faire tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser dès que possible les objectifs des engagements pris à Tokyo.

Le Canada contribue également à la sécurité de l'Afghanistan en participant à la force de coalition. Quelque 2 000 membres des forces canadiennes sont déployés dans le cadre de l'opération Apollo de la campagne de lutte contre le terrorisme lancée par la coalition, et ils se voient confier des missions diverses telles que la protection des forces et l'assistance au

déminage, ainsi que des opérations de combat contre les dernières poches de résistance des Taliban et d'Al-Qaida. Au début de l'année, le Canada a déployé un groupement tactique à Kandahar pour une mission de six mois. Ces troupes resteront sur place jusqu'au milieu de l'été.

Le Canada continuera à participer à la campagne de la coalition grâce à des forces spéciales et une présence maritime et aérienne considérable. Nous convenons avec le Secrétaire général adjoint, M. Prendergast, que la sécurité est une condition préalable absolument indispensable au succès du processus politique et des efforts de reconstruction. Le G-8, que le Canada préside cette année, a travaillé en collaboration avec l'Administration afghane et la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en vue de mettre en place des stratégies et de rassembler des ressources pour aider le peuple afghan à créer une armée et des forces de police nationales, reconstruire le secteur judiciaire, aider à la démobilisation des ex-combattants et s'attaquer à la production illicite d'opium.

Notre objectif collectif a été, et doit demeurer, la mise en place d'une stratégie d'ensemble durable en vue de restaurer la stabilité et la sécurité du peuple afghan.

Dans le cadre de l'ONU, le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan, à Kaboul, sous les auspices du Conseil, a constitué un des exemples les plus visibles de l'engagement de la communauté internationale en faveur du peuple afghan.

Sous la ferme direction du Royaume-Uni, la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan a exercé une influence stabilisatrice importante en Afghanistan, à un moment critique. Les forces de la coalition et de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan ont des missions complémentaires s'agissant de mettre en place les conditions nécessaires à la stabilité et à la sécurité à long terme de l'Afghanistan. Nous soutenons fermement le maintien de la présence de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan, et nous somme heureux d'apprendre que la Turquie a accepté de diriger la Force pour son deuxième mandat.

Nous pensons que le renouvellement du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan lui permettra de jouer efficacement son rôle pour assurer que les délégués à la Loya Jirga, dans quelques semaines, soient libres d'exprimer leur point de vue et de représenter les intérêts de leurs électeurs. La Loya Jirga constitue la première chance offerte au peuple afghan, depuis des décennies, de fixer sa propre voie vers une représentation multiethnique et une gouvernance démocratique.

Nous espérons que la Loya Jirga marquera un tournant, grâce auquel le peuple afghan, s'appuyant sur les progrès exceptionnels qui ont été récemment accomplis, pourrait jeter les bases futures de la paix et de la prospérité de son pays. Nous exhortons les autorités afghanes à faire en sorte que le processus de la Loya Jirga réponde à l'extrême diversité des intérêts ethniques et tribaux.

Nous sommes heureux de constater que le niveau de participation des femmes au processus de la Loya Jirga a été jusqu'à présent encourageant. Nous sommes particulièrement heureux de constater que des déléguées ont non seulement été présentées comme candidates, mais qu'elles ont aussi été élues. Nous espérons que cette tendance continuera et que des Afghans des deux sexes continueront d'être appelés à participer à tous les niveaux du processus de prise de décisions.

Le respect des droits de l'homme est fondamental pour le succès de l'Afghanistan. Nous exhortons tant l'Administration intérimaire que la communauté internationale à non seulement soutenir les droits de l'homme de tous les groupes ethniques dans toutes les régions de l'Afghanistan, mais aussi à chercher à faire assumer par leurs auteurs la responsabilité des violations de ces droits.

Nous avons la conviction que le peuple afghan désire être entendu et être entendu et être gouverné par des dirigeants de son propre choix.

C'est sans aucun doute une heure d'espoir pour l'Afghanistan, et une occasion exceptionnelle. Elle ne doit pas être manquée.

Le Canada attend avec intérêt de travailler avec les nouvelles autorités afghanes, et nous continuerons à soutenir le peuple afghan dans ses efforts pour reconstruire sa nation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Japon. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : Le terme de six mois prévu pour l'Administration intérimaire en Afghanistan touche à sa fin. La Loya Jirga d'urgence, qui doit être réunie dans un peu plus de deux semaines, dessinera les contours de l'Autorité intérimaire qui sera investie du pouvoir pour les deux prochaines années. Le processus politique en Afghanistan connaît véritablement un tournant.

En cette importante conjoncture, nous recevons d'Afghanistan des nouvelles contradictoires. Bien qu'il soit encourageant que les préparatifs de la Loya Jirga se déroulent plus ou moins comme prévu, des confrontations armées à petite échelle ont lieu fréquemment dans diverses régions du pays, et certains signes révèlent que des tentatives d'intimidation pourraient affecter le processus même de la Loya Jirga. Cela inquiète profondément ma délégation.

Le succès de la Loya Jirga d'urgence doit être garanti. Elle doit mener ses travaux dans le calme, et ses décisions doivent être respectées par tous. Seul le peuple afghan peut faire qu'il en soit ainsi. Toute tentative de saper le processus pourrait compromettre la paix fragile qui règne, de façon précaire, en Afghanistan, pour la première fois depuis deux décennies. Plus que jamais, il est essentiel que les Afghans mettent leurs vieilles divergences de côté et s'attellent ensemble à mettre en place une Autorité intérimaire capable de diriger le pays au cours de la deuxième phase du processus de Bonn.

La communauté internationale doit, bien sûr, faire ce qui lui revient pour soutenir la convocation de la Loya Jirga. Comme l'a annoncé la Ministre des affaires étrangères, Mme Kawaguchi, avant sa visite à Kaboul au début de ce mois, le Japon va fournir 2,7 millions de dollars pour l'équipement et le transport, afin de prêter assistance aux préparatifs de la Loya Jirga. De plus, nous allons envoyer des experts japonais pour aider aux préparatifs de la Loya Jirga, et nous fournirons une assistance technique et de l'équipement pour retransmettre à la télévision, à travers tout le pays, les séances de l'assemblée.

Tous les préparatifs et les plans établis ne porteront leurs fruits que si la sécurité est proprement assurée. À cet égard, nous sommes heureux de constater que le Conseil a décidé d'adopter une résolution pour proroger le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan un mois avant le terme prévu, et avant que la Loya Jirga ne soit réunie. Nous espérons que cette résolution adressera au peuple afghan le fort message, que la communauté internationale restera engagée à lui porter assistance dans ses efforts pour maintenir la sécurité, pendant et après la Loya Jirga et après.

En même temps, je voudrais remercier le Royaume-Uni pour le rôle crucial qu'il a joué en tant que nation dirigeant la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan, et la Turquie pour sa décision responsable d'assumer ce rôle dans le proche avenir.

Le Japon est déterminé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider le peuple afghan à créer et à maintenir un environnement sûr. La Ministre des affaires étrangères, Mme Kawaguchi, a indiqué au cours de sa visite à Kaboul que le Japon envisageait d'offrir son aide à la réforme de la force de police civile, notamment en fournissant des équipements de transmission radio et des véhicules, ainsi qu'en reconstruisant des locaux. Le Japon a aussi décidé de faire une contribution d'un montant de 19 millions de dollars pour le déminage et le nettoyage des munitions non explosées. De plus, le Japon envisage sérieusement d'élaborer et de mettre en oeuvre des projets appropriés pour éliminer les drogues et créer une capacité nationale antidrogues en Afghanistan.

De plus, nous nous engageons à promouvoir la réinsertion de centaines de milliers d'ex-combattants et de réfugiés. À cette fin, le Gouvernement japonais a envoyé la semaine dernière une équipe de fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères à Kaboul pour élaborer, en coordination étroite avec l'Administration intérimaire afghane et la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), un programme de réinsertion à grande échelle pour fournir d'autres possibilités d'emploi aux ex-combattants et aux réfugiés qui désirent reprendre un mode de vie pacifique. Nous espérons mettre au point ce programme et en commencer la mise en oeuvre dès que possible.

De plus, nous envisageons la possibilité, en étroite consultation avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), d'étendre le Programme de reprise et d'emploi en Afghanistan du Programme des Nations Unies pour le développement visant à assurer un emploi à plus de 20 000 personnes dans des projets de travaux publics requérant une nombreuse main-d'oeuvre à Kaboul, programme qui a

joué un rôle clef pour redonner vie à la communauté, en restaurant les infrastructures de base et en rétablissant des conditions de vie élémentaires. Le Japon est convaincu que l'extension de ce programme à d'autres villes, comme Kandahar, contribuerait à garantir la sécurité en dehors de Kaboul.

Bien que le maintien de la sécurité soit fondamental, les activités de redressement et de reconstruction de l'Afghanistan doivent commencer sans attendre. Nous avons toujours considéré que ces efforts étaient un complément nécessaire au processus politique. De fait, si nous examinons les événements de ces sept derniers mois, des progrès substantiels sur le front politique ont toujours été accompagnés de réels progrès vers la reconstruction.

Cette tendance doit se poursuivre. Et une fois que le peuple afghan aura tenu avec succès une Loya Jirga et mis en place une Autorité de transition viable, la communauté internationale devra réagir en accélérant la mise en oeuvre des projets d'assistance. Le Japon, pour sa part, est déterminé à continuer de jouer un rôle central dans cet effort commun.

En mars, lorsque j'ai eu l'occasion de prendre la parole devant le Conseil sur le même sujet, j'ai demandé à la population afghane de poursuivre ses efforts afin d'obtenir des résultats concrets, tant sur le plan politique que de la reconstruction. Maintenant, moins d'un mois avant la Loya Jirga, je réitère cette demande. En ce moment, la détermination du peuple afghan de parvenir à une paix véritable est mise à l'épreuve. La communauté internationale, y compris le Japon, continuera d'aider les Afghans qui oeuvrent pour édifier un pays pacifique et prospère.

Le Président (*parle en anglais*) *:* L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Inde. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Gopinathan (Inde) (*parle en anglais*) *:* Nous vous souhaitons à nouveau la bienvenue au Conseil, Monsieur le Président, et nous vous sommes reconnaissants d'avoir convoqué cette séance pour examiner une question qui revêt une importance particulière pour la communauté internationale ainsi que pour ma délégation.

Ma délégation a fait une déclaration détaillée à ce sujet lors de la séance publique du Conseil le 26 mars 2002. Nous ne parlerons donc des événements survenus depuis.

Nous nous félicitons du retour en Afghanistan de l'ancien Roi Mohammed Zaher. Nous estimons que sa présence contribuera aux efforts en cours pour éliminer les divergences politiques et promouvoir l'unité en Afghanistan.

La présence des Taliban et d'Al-Qaida en Afghanistan reste une source de préoccupation importante pour la communauté internationale. À maintes reprises, ces deux entités ont montré qu'elles se font petites et attendent le moment de se regrouper et frapper à nouveau en Afghanistan et ailleurs. Contrer ces forces du mal et de l'ombre est une tâche qui dépasse la capacité actuelle de l'Administration intérimaire. Ces deux bourreaux de l'Afghanistan doivent être neutralisés décisivement et vite par la communauté internationale. De nombreuses informations indiquent que des combattants des Taliban et d'Al-Qaida se cachent et se regroupent le long de la frontière orientale et méridionale de l'Afghanistan. Il est temps que ceux qui ont créé, protégé, promu et appuyé les Taliban, et qui affirment maintenant avoir changé, soient confrontés à la réalité. On doit exiger d'eux qu'ils joignent sur le terrain l'acte à la parole, ou qu'ils soient tenus responsables d'avoir aidé, encouragé et appuyé le terrorisme international. La communauté internationale a payé très cher sa tolérance d'un tel comportement non civilisé et illégal; il n'est plus tolérable.

Il ne sera pas possible d'éliminer complètement le terrorisme en Afghanistan sans aborder et régler la question de l'appui extérieur apporté au réseau Al-Qaida et aux Taliban. Il ne faut pas permettre que la déclaration d'intention de participer à la lutte internationale contre le terrorisme soit accompagnée en parallèle d'une subversion consistant à protéger, à abriter et à appuyer des éléments de cet appareil de terreur.

Nous ne saurions trop insister sur la nécessité d'établir des structures de sécurité en Afghanistan qui non seulement découleraient du processus intra-afghan mais jetteraient également les bases pour la création d'une armée et d'une police afghanes multiethniques. L'Inde contribue aux efforts déployés en ce sens.

Le processus de sélection des représentants à la Loya Jirga d'urgence a commencé et semble en bonne voie. Nous félicitons la Commission spéciale

indépendante, qui a tant fait en si peu de temps et avec de bien maigres ressources. Toutefois, nous avons deux préoccupations solidaires. La première est de veiller à ce que le processus soit exempt d'intimidation et de coercition, et la deuxième, est de tenir fermement les Taliban et leurs partisans à l'écart du processus. Autrement, on contestera la crédibilité et l'acceptation du résultat. Il importe donc d'assurer la sécurité du processus de la Loya Jirga, et toutes les ressources disponibles sur le terrain doivent être mobilisées à cette fin.

Dans trois semaines, la Loya Jirga d'urgence aura achevé ses travaux et donné à l'Afghanistan une Administration de transition respectant les volontés du peuple afghan. Il s'agira d'un jalon important dans la mise en oeuvre de l'Accord de Bonn, et d'un grand pas vers la réalisation de l'objectif ultime : un gouvernement démocratique en Afghanistan issu d'élections libres et équitables.

Plus de deux décennies de conflit et trois années de sécheresse en Afghanistan ont entraîné des souffrances humaines considérables et des déplacements massifs de populations. Les efforts internationaux et bilatéraux en vue de la reconstruction de l'Afghanistan doivent être soutenus et élargis. Plusieurs pays en développement se sont explicitement montrés vivement intéressés à participer à la reconstruction de l'Afghanistan par le biais des modalités de la coopération Sud-Sud. Ils ont offert une coopération au développement – logiciels et matériel informatique – ainsi que des ressources humaines très compétentes pour contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan.

Afin de faciliter un processus par lequel les capacités pertinentes des pays en développement pourront être mises facilement et économiquement à la disposition de l'Afghanistan pour ses efforts de reconstruction, le Gouvernement indien et le Programme des Nations Unies pour le développement ont organisé une conférence de deux jours sur la coopération Sud-Sud visant à reconstruire l'Afghanistan. Elle a débuté aujourd'hui à New Delhi, et un grand nombre de pays en développement, de fonds et d'institutions de l'ONU et d'institutions financières internationales y participent. En outre, pour assurer une plus grande transparence et une meilleure coordination globale de l'effort international en cours, des pays développés ont été invités comme qu'observateurs.

Voici les grands objectifs de cette conférence : évaluer pleinement l'ampleur des défis à l'Afghanistan et l'aide au développement requise pour sa relance et sa reconstruction économiques et sociales à moyen et à long terme; cerner les besoins précis en capacités en logiciels et en matériel informatique, auxquels d'autres pays en développement pourraient répondre; et recommander des mécanismes grâce auxquels ces capacités et ces fournitures provenant de pays en développement pourront être acheminées facilement et à bon compte vers l'Afghanistan. Nous sommes convaincus que la conférence donnera l'élan nécessaire à la coopération Sud-Sud pour le développement de l'Afghanistan, et servira de modèle à une coopération semblable ailleurs.

Le Président Karzaï et d'autres membres de l'Administration intérimaire ont fait preuve d'une volonté et d'une détermination colossales pour engager l'Afghanistan sur la voie de la paix et de la prospérité. Ce cheminement à la fois long et ardu mais bénéfique sera un peu plus facile et un peu plus court si la communauté internationale fournit toute l'assistance dont l'Afghanistan a besoin pour respecter les priorités et les préférences exprimées par le peuple afghan. Nous tenons à réitérer l'engagement de l'Inde pour contribuer à la reconstruction et au redressement de l'Afghanistan, sur le plan tant financier que de l'aide aux projets, selon les priorités de l'Administration intérimaire. Dans ce contexte, l'Inde a déjà annoncé un engagement de 100 millions de dollars et promis une assistance, à la fois humanitaire – dont le besoin est plus immédiat, comme un million de tonnes de blé et une aide médicale bien nécessaire – et à long terme, afin de répondre aux besoins de reconstruction économique qui englobent plusieurs secteurs, notamment la formation de la police, l'éducation, le logement, le développement des ressources humaines, le développement industriel, les transports en commun et l'informatique. Nous avons décidé, en outre, de fournir au Gouvernement afghan une subvention budgétaire de 10 millions de dollars. Par ailleurs, les discussions sont très avancées en vue du don par l'Inde de trois avions à la société Ariana Airlines afin de lui permettre d'étoffer sa flotte.

Dans les semaines qui viennent, les dirigeants afghans et la communauté internationale auront une autre occasion de démontrer que toutes les parties sont déterminées à mettre en oeuvre fidèlement l'Accord de Bonn grâce à la tenue de la Loya Jirga. Nous espérons

und_gen_n0239556_docu_n

que chacun et chacune assumeront leurs responsabilités et que cela mènera à la sélection pacifique de l'Administration de transition.

Le Président (*parle en anglais*) *:* L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Espagne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Arias (Espagne) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays de l'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie – et les pays associés, Chypre, Malte et la Turquie, ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, l'Islande et le Liechtenstein, souscrivent à cette déclaration.

Après des décennies de guerre et de troubles internes, le peuple afghan se rapproche maintenant de la réconciliation. Bien qu'il reste encore des problèmes énormes et complexes à résoudre, l'Accord de Bonn est toutefois mis en oeuvre. La Loya Jirga d'urgence est absolument essentielle pour garantir la réussite. La première phase de la sélection des candidats est déjà bien avancée et les résultats obtenus jusqu'ici sont encourageants. La Commission spéciale indépendante chargée de convoquer la Loya Jirga, appuyée par le Représentant spécial du Secrétaire général et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), jouit de l'appui sincère et, souvent, enthousiaste des communautés locales. il est essentiel que la Loya Jirga puisse se dérouler comme prévu sans entrave ni manipulation. L'Union européenne partage la préoccupation exprimée il y a quelques jours par M. Brahimi à propos des conséquences d'une telle manipulation et lance un appel à toutes les parties afghanes pour qu'elles ne laissent pas échapper cette occasion unique de portée historique. L'Union européenne appuie le processus conduisant à la Loya Jirga et serait favorable au déploiement d'observateurs internationaux.

L'engagement pris à Bonn en ce qui concerne l'organisation d'élections libres et justes dans les deux ans qui suivront la convocation de la Loya Jirga doit être respecté scrupuleusement.

L'Organisation des Nations Unies a reçu pour tâche d'assumer une responsabilité clef dans le processus de paix. Nous félicitons M. Brahimi pour son engagement et sa conduite efficace et nous appuyons pleinement l'objectif visant à assurer une présence des Nations Unies pleinement intégrée et respectueuse des principes d'initiative locale et de cohérence entre les institutions.

La sécurité en Afghanistan est un facteur essentiel pour atteindre les objectifs de Bonn. L'Union européenne est préoccupée par l'instabilité dans les régions du nord du pays et appuie la MANUA dans ses efforts pour réduire la tension entre les groupes ethniques. Divers États Membres de l'Union européenne prêtent assistance à la création des institutions de sécurité afghanes, y compris la formation d'une armée nationale et d'une force de police. L'Union se félicite des résultats de la Conférence de Genève sur le financement de la sécurité en Afghanistan, dont la dernière réunion a eu lieu le 17 mai et à laquelle l'Union européenne a confirmé son appui au renforcement des institutions. Trois de nos États Membres, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, se sont engagés à diriger, respectivement, les domaines de lutte contre la drogue, de la police et de la réforme du système judiciaire.

L'Union européenne appuie l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité qui prorogera le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) au-delà du 20 juin 2002, bien avant cette date, montrant clairement que nous appuyons la Loya Jirga et le reste du processus de mise en oeuvre des accords de Bonn. Nous nous félicitons de la décision prise par la Turquie d'assumer la direction de la FIAS, prenant ainsi la relève du Royaume-Uni que nous remercions également.

La coopération des pays voisins sera extrêmement importante pour assurer la reconstruction de l'Afghanistan et la mise en oeuvre de l'Accord de Bonn. L'Union européenne a décidé d'intégrer cette dimension régionale dans sa politique en renforçant le dialogue politique et en assurant la promotion d'une initiative conjointe avec ces pays.

L'Union européenne s'efforcera d'assurer la prospérité et la paix en Afghanistan et elle est un des principaux interlocuteurs dans l'effort de reconstruction, comme l'attestent son appui à l'Autorité intérimaire afghane et l'important engagement annoncé à la Conférence de Tokyo. Nous suivons activement le processus d'application de l'Accord de Bonn, notamment grâce à la nomination

d'un envoyé spécial pour l'Afghanistan. L'Union est une des sources principales de l'aide humanitaire. En outre, divers États Membres de l'Union européenne, y compris le mien, participent à la FIAS et apportent également d'importantes contributions à l'opération Liberté immuable.

L'aide internationale en Afghanistan doit être basée sur le respect et la promotion de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. L'Accord de Bonn constitue le plan de campagne fondamental pour l'avenir politique du pays. L'aide de l'Union européenne à la reconstruction sera à la mesure de la contribution positive qu'apporteront toutes les parties au processus et aux objectifs arrêtés à Bonn afin de réaliser la paix, d'établir un gouvernement représentatif et d'assurer la stabilité en Afghanistan, en éliminant le terrorisme, ainsi que la production et le trafic illicites des drogues.

Vu les conséquences pernicieuses de la production et du trafic de drogues tant pour l'Afghanistan que pour le reste de la région et pour nos propres pays, l'Union européenne réaffirme qu'elle est disposée à appuyer les efforts de l'Autorité intérimaire pour les combattre, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, afin de régler ce problème qui menace gravement la région. En particulier, nous nous félicitons des succès enregistrés par le récent programme de l'Autorité intérimaire pour éliminer la culture des plantes narcotiques, qui a permis la destruction d'une partie importante de la récolte actuelle dans les principales zones de culture.

L'Union européenne poursuivra son dialogue avec l'Autorité intérimaire sur la meilleure façon de réaliser la reconstruction et les objectifs politiques de Bonn, garantissant une plus grande prise en main du processus par les Afghans eux-mêmes. Nous nous félicitons de la création du Bureau pour la coordination de l'assistance humanitaire. Pour qu'il y ait un développement économique durable et une utilisation efficace du financement des donateurs, il faut d'urgence mettre en place des mesures monétaires viables et un système budgétaire et de trésorerie qui soit transparent et efficace.

L'Union encouragera et appuiera l'Autorité intérimaire dans la création de la Commission judiciaire et la réforme du système judiciaire. Nous encourageons également la création de la Commission de la fonction publique et nous contribuerons à la réforme de l'administration, du système juridique et des autres mécanismes nécessaires pour assurer le respect de l'état de droit et des principes démocratiques, notamment la liberté d'expression.

Le respect des droits de l'homme est essentiel tant en tant que tel que parce que c'est un moyen d'assurer la réconciliation et la coexistence pacifique entre les divers groupes ethniques. l'Union est prête à aider l'Autorité intérimaire pour que soient créées des structures permettant d'assurer le respect des droits de l'homme sans discrimination, par exemple avec la création de la Commission des droits de l'homme prévue à Bonn. L'Union européenne est préoccupée des récents rapports faisant état de violations des droits de l'homme et appuie la prompte initiative prise par la MANUA de faire une enquête par l'entremise du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

L'Union est d'avis que les Afghanes doivent pouvoir jouir de tous les droits de la personne et avoir un accès égal à la santé, à l'éducation et à l'emploi pour participer en toute égalité à la vie sociale et politique de leur pays et jouer un rôle clef dans la reconstruction de l'Afghanistan. L'Union européenne orientera donc ses activités de façon à assurer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes, y compris dans son aide au développement.

Le rythme du retour des réfugiés a dépassé les attentes, comme le montre la récente fermeture du camp de Nasir-Bagh au Pakistan, qui avait été ouvert il y a 22 ans. Il y a néanmoins encore beaucoup de réfugiés dans les pays voisins et nombre de ceux qui retournent au pays grossissent les rangs des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Leurs besoins continuent à exiger l'attention et l'aide humanitaire de la communauté internationale.

Lors de ma dernière intervention sur l'Afghanistan devant le Conseil, j'ai insisté sur le fait que la sécurité, la stabilité et la reconstruction devaient incomber surtout au peuple afghan. Nous devons insister à cet égard sur l'importance de la Loya Jirga d'urgence, qui offre pour la première fois la possibilité de forger un consensus national en faveur d'institutions communes fondées sur des traditions démocratiques. Nous lançons un appel, une fois de plus, à tous les dirigeants afghans pour qu'ils appuient pleinement le

processus constitutionnel qui commencera avec la Loya Jirga.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Nouvelle-Zélande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MacKay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'abord dire que nous apprécions beaucoup les occasions offertes aux non-membres du Conseil de venir faire des observations devant le Conseil sur d'importantes questions de politique et de sécurité. Je serai donc très bref.

Nous pensons que les dimensions politiques, sécuritaires, économiques et sociales de la situation en Afghanistan sont inextricablement liées. De fait, cette réalité sous-tend la stratégie internationale que représente la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Faute de la reconnaître, on risquerait de voir le pays retomber dans la violence et la féodalité – conditions mêmes qui ont produit les Taliban et encouragé les terroristes à utiliser l'Afghanistan comme base.

De toute évidence, la tâche fondamentale en Afghanistan est l'édification de la nation. Il est probable que les prochaines initiatives de stabilisation seront politiques et il est clair que beaucoup dépendra du succès de la Loya Jirga. Nous nous associons à l'appel lancé à tous les dirigeants afghans pour qu'ils appuient le processus constitutionnel dont il est question.

La Nouvelle-Zélande restera engagée dans l'assistance humanitaire internationale à l'Afghanistan par un effort coordonné d'aide, en partenariat avec le peuple afghan et dans les domaines où nous pouvons apporter une contribution particulièrement utile. L'activité des donateurs est axée à juste titre sur le relèvement et la reconstruction. Nous reconnaissons la valeur de projets à démarrage et effet immédiats pour accélérer la reconstruction et aider l'Autorité intérimaire afghane à établir sa crédibilité auprès du peuple afghan. À cette fin, nous contribuons 400 000 dollars à des projets recensés dans le Programme d'assistance immédiate et transitoire pour le peuple afghan, 2002 et 200 000 dollars de plus pour financer les activités d'organisations non gouvernementales néo-zélandaises en Afghanistan. Il est évident qu'il importe que les contributions financières promises soient versées au plus vite afin d'assurer la fourniture ininterrompue de l'aide à un moment où les autorités et le peuple afghans en ont le plus grand besoin.

Pour ce qui est de la sécurité – point sur lequel le Secrétaire général adjoint Prendergast a beaucoup insisté ce matin – la Nouvelle-Zélande participe à la coalition de l'Opération liberté immuable, qui, outre ses grands objectifs, rassure dans une certaine mesure ceux qui opèrent hors de la zone couverte par la FIAS, et notamment la MANUA. La Nouvelle-Zélande contribue également à la FIAS et le Ministre néo-zélandais de la défense a annoncé aujourd'hui que le Gouvernement était disposé à continuer d'offrir du personnel à la FIAS dans la prochaine période de six mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année.

Nous nous félicitons de ce que la Turquie ait accepté d'assumer le commandement de la FIAS et nous attendons avec intérêt de travailler sous sa direction dans les mois à venir. Je voudrais également remercier le Royaume-Uni de son rôle moteur pendant une période cruciale pour la FIAS. La FIAS a de toute évidence un rôle essentiel à jouer pour assurer un climat sûr dans lequel les processus politiques peuvent s'épanouir et où le relèvement et la reconstruction peuvent s'engager et nous appuyons sans réserve la prorogation de son mandat, proposée dans le projet de résolution dont le Conseil est saisi.

Le Président (*parle en anglais*) **:** L'orateur suivant est le représentant de la République islamique d'Iran. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : On s'accorde tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afghanistan pour dire qu'après deux décennies de guerre, ce pays a besoin de paix et de stabilité. Toutes les ethnies afghanes conviennent de la nécessité de s'entendre et de maintenir la paix. Par ailleurs, la communauté internationale s'est unanimement déclarée prête à assurer le suivi du processus de paix et de reconstruction de l'Afghanistan.

Nous sommes ravis qu'il existe un tel consensus à tous les niveaux et que des mesures aient déjà été prises pour appliquer les décisions prises à Bonn en décembre dernier. Nous sommes également ravis que la République islamique d'Iran ait pu aider activement le peuple afghan à promouvoir sa cause et ait pu contribuer, dès le début, au processus de paix ainsi

qu'à l'effort de reconstruction en Afghanistan sous la direction de l'ONU.

Mon gouvernement suit avec grand intérêt le processus en cours – et jusqu'ici plutôt fructueux – des élections de la Loya Jirga. Les responsables iraniens ont pleinement aidé la délégation envoyée en République islamique d'Iran par la Commission spéciale indépendante chargée de convoquer la Loya Jirga d'urgence, qui s'est acquittée avec succès de sa mission de choisir les représentants des réfugiés afghans qui vivent en Iran. Nous espérons qu'elle réussira à achever ses travaux avec succès et dans les délais requis, malgré les obstacles qu'elle pourrait rencontrer en chemin.

Pour l'heure, le maintien de la paix et de la sécurité dans tout l'Afghanistan est d'une grande importance. Bien qu'il y ait des signes d'amélioration de la sécurité, nous admettons que la situation dans le pays reste instable et imprévisible. Le regroupement possible d'éléments des Taliban et d'Al-Qaida, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan, reste un souci, et les soupçons et l'hostilité qui persistent entre certains commandants militaires afghans pourraient s'avérer déstabilisateurs. En outre, je voudrais mettre en garde contre les opérations militaires imprudentes qui causent la mort d'Afghans innocents et ne font qu'ajouter au sentiment d'instabilité.

Certes, nous savons qu'il faut une certaine assistance internationale à la sécurité pour contribuer au maintien de la paix en Afghanistan. Toutefois, compte tenu des sensibilités afghanes et de l'expérience, nous pensons qu'il est dans l'intérêt d'une paix durable en Afghanistan que la présence militaire étrangère y reste aussi minimale et aussi brève que possible. À notre avis, tous les Afghans et la communauté internationale devraient accorder la priorité à la création d'un secteur de sécurité afghan autochtone. Le Gouvernement iranien a entrepris d'apporter son concours dans ce domaine en assurant la formation de la police afghane.

La question de la drogue en Afghanistan est également liée à la sécurité. La poursuite de la culture du pavot dans ce pays est incompatible avec les efforts de paix en Afghanistan. Elle menace les pays voisins et est contraire au rétablissement de la stabilité dans la région. Nous félicitons le Gouvernement intérimaire afghan de sa détermination pour éliminer la culture du pavot. Nous félicitons également les pays étrangers qui l'aident dans cette tâche. Nous encourageons la communauté internationale à participer aux efforts d'encouragement de projets de cultures de substitution en Afghanistan et à inciter les agriculteurs afghans aux cultures vivrières au lieu du pavot à opium.

Grâce à la paix relative dans le pays et à un climat international et régional favorable, la reconstruction de l'Afghanistan démarre peu à peu. Les affinités culturelles, historiques et linguistiques entre l'Iran et l'Afghanistan ont fortement encouragé l'Iran à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan. En outre, nous espérons qu'une reconstruction couronnée de succès de ce pays renforcera la paix et contribuera à atténuer la crise des réfugiés et le trafic de drogues dans la région.

Pour cette raison, bien que nous escomptions que la communauté internationale va poursuivre activement les efforts de reconstruction en Afghanistan, nous pensons que les plans de relèvement de l'Afghanistan devraient être menés de manière à ce que tous les pays intéressés, et notamment les pays avoisinants, soient encouragés à coopérer à cette campagne de reconstruction. En outre, la reconstruction et le développement économique de l'Afghanistan devraient être menés conformément aux besoins sociaux et culturels de la société afghane et contribuer à rapprocher les différents groupes ethniques du pays.

Mon gouvernement, résolu à participer à la campagne de reconstruction, a déjà amorcé un certain nombre de projets, y compris la construction d'une route qui va de la frontière iranienne à Herat. Une étude préalable sur une voie ferroviaire menant à Herat est également en cours. Ces deux projets sont importants, car l'Afghanistan est un pays sans littoral. En outre, pendant la visite du Ministre iranien des Affaires économiques et financières à Kaboul, en avril, les deux parties ont signé plusieurs accords relatifs à divers domaines de coopération économique et commerciale.

Comme nous attachons une grande importance à l'établissement d'un consensus entre les voisins de l'Afghanistan et à leur participation active à l'édification de l'Afghanistan, Téhéran a accueilli, le 18 mai, une réunion ministérielle qui a rassemblé les ministres des finances de l'Iran, de l'Afghanistan et du Pakistan, sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le développement. La réunion avait pour but d'ouvrir la voie à une participation régionale afin

de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les participants. Elle s'est concentrée sur les besoins urgents de l'Afghanistan, sur l'octroi de dons et de crédits pour sa reconstruction et pour la restauration de l'infrastructure du pays. Un mémorandum d'accord signé par les participants vise à renforcer la coopération au sein des secteurs privés de chaque pays, à faciliter les transactions commerciales et à coordonner les stratégies régionales afin d'élargir la coopération économique entre les trois pays. Il a également établi une commission trilatérale de coordination.

Nous attachons beaucoup d'importance au rôle de coordination que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan assure en Afghanistan et nous apprécions à leur juste valeur les efforts de M. Brahimi et de ses collègues. Nous remercions aussi les institutions des Nations Unies qui font de leur mieux pour écarter la menace d'une catastrophe humanitaire en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : Le prochain orateur inscrit sur ma liste est le représentant du Pakistan. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Khalid (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'abord vous féliciter, Monsieur, de votre présidence du Conseil de sécurité et aussi de présider cette réunion publique sur cet important sujet.

L'Afghanistan souffre depuis 23 longues années. Il a souffert aussi bien des activités humaines que des phénomènes naturels. L'Afghanistan reste un pays dévasté et son peuple a un besoin urgent d'aide extérieure. Aujourd'hui, des millions d'Afghans se sont réfugiés à l'étranger ou connaissent des difficultés considérables dans leur propre pays. Les problèmes que connaît l'Afghanistan sont multiples. Son peuple a besoin d'une aide d'urgence immédiate. Le pays lui-même a besoin d'efforts massifs en matière de redressement et de reconstruction. Bien que l'Afghanistan tourne maintenant une page nouvelle, et en dépit de l'espoir que les lendemains seront meilleurs, le processus qui consiste à rétablir une vie normale et une complète stabilité semble être long et ardu.

Le Pakistan s'est félicité de l'Accord de Bonn, qui marque une étape décisive visant à produire un changement fondamental en Afghanistan par des moyens pacifiques. Cet Accord constitue une base permettant d'instituer un régime politique d'inspiration véritablement locale, à large assise et à composition multiethnique en Afghanistan. Un tournant important dans cette évolution sera atteint avec la convocation de la Loya Jirga d'urgence, le mois prochain. Nous espérons que cela constituera une première étape dans un processus qui permettra à la longue de mettre en place un gouvernement véritablement représentatif qui soit accepté par tous les Afghans, qui encourage l'unité et la stabilité interne et qui respecte ses obligations internationales sur le plan externe, y compris envers ses voisins.

Le Pakistan donne également son appui plein et entier et sa coopération intégrale aux efforts dirigés par les Nations Unies en Afghanistan. Nous nous sommes félicités de la création de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous espérons qu'outre la supervision des efforts d'aide et de redressement, les Nations Unies continueront d'aider, dans leur rôle de facilitateur, les Afghans à trouver d'eux-mêmes des solutions autochtones à leurs problèmes.

Maintenant que la communauté internationale a fait part de sa détermination d'assurer la paix, la stabilité, le redressement et la reconstruction en Afghanistan, elle doit montrer une volonté indéfectible de mener à bien les tâches qu'elle a amorcées. Nous devons tirer les leçons du passé tragique de l'Afghanistan. L'histoire aurait pu en effet être différente; les souffrances qu'a dû endurer l'Afghanistan et les violences qui les ont avivées auraient pu être évitées si la communauté internationale ne s'était pas détournée de l'Afghanistan une fois le succès acquis durant la guerre froide.

Nous sommes réconfortés par les assurances qu'ont données les principales Puissances en affirmant qu'elles ne se détourneront pas cette fois-ci de l'Afghanistan, aideront l'Afghanistan à consolider la paix grâce au processus de Bonn, et s'engagent à reconstruire l'économie et la société de ce pays ravagé par la guerre. Un Afghanistan en paix avec lui-même ainsi qu'avec ses voisins peut contribuer très fortement à la promotion de la paix, de la sécurité et de la coopération dans la région.

Manifestement, sans sécurité à l'intérieur de l'Afghanistan, il ne saurait y avoir de stabilité, de reconstruction ou de redressement. C'est une condition préalable dont dépend l'avenir entier de l'Afghanistan et de son peuple. La mise en oeuvre de l'Accord de

Bonn et, de fait, l'avenir politique et économique de l'Afghanistan sont tributaires de l'instauration de la paix et de la sécurité dans ce pays. Le peuple afghan souffre depuis beaucoup trop longtemps aux mains de seigneurs de la guerre ambitieux et de factions fratricides. La communauté internationale doit donc faire en sorte qu'une résurgence de ces tendances ne puisse faire obstacle à l'établissement d'une structure politique stable en Afghanistan, comme le prévoit l'Accord de Bonn.

L'Accord de Bonn stipulait la création d'une force mandatée par les Nations Unies afin d'assurer la sécurité à Kaboul ainsi que dans d'autres régions du pays. Nous appuyons le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité à Kaboul et la prorogation de son mandat pour six mois supplémentaires. Il faudrait, à notre avis, élargir et étendre les effectifs et les attributions de cette force afin qu'elle couvre l'ensemble du pays, notamment les principaux centres urbains.

Nous nous sommes joints à la communauté internationale afin d'aider à reconstruire l'armée et la police du pays. Le Pakistan a proposé d'aider à la formation de l'armée et de la police nationales afghanes, et a proposé de coopérer également à la lutte contre la drogue et à la refonte de l'appareil judiciaire en Afghanistan. Mais ce processus risque d'avancer bien trop lentement pour répondre aux besoins immédiats de l'Afghanistan en matière de sécurité interne, et ainsi mener au rythme prévu la marche du processus de Bonn.

Comme nous le savons tous, le Pakistan accueille des millions de réfugiés afghans depuis plus de vingt ans. Nous sommes heureux qu'un grand nombre d'entre eux retournent progressivement en Afghanistan. Nous espérons que les efforts internationaux permettront d'obtenir des moyens financiers et opérationnels suffisants pour assurer leurs réadaptation, réinstallation et réintégration dans la nouvelle société afghane qui se fait jour.

Le Pakistan a promis une assistance de 100 millions de dollars face aux besoins immédiats de relèvement et de reconstruction de l'Afghanistan, notamment la reconstruction de son infrastructure et la réfection de ses systèmes de communication et de ses secteurs producteurs d'énergie. Dix millions de dollars de ce montant ont déjà été déboursés. Le Pakistan donne son appui et son concours complets à l'Autorité intérimaire afghane. Nous apprécions l'accueil chaleureux réservé par l'Administration intérimaire afghane au Président Musharraf lors de sa visite à Kaboul en avril. Le Président Musharraf a assuré le Président Karzaï que son programme était notre programme. Nous sommes bien décidés à maintenir et à améliorer nos liens fraternels avec l'Afghanistan. Nous continuerons à collaborer avec les autorités afghanes et la communauté internationale pour assurer le relèvement et la stabilité de l'Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Afghanistan. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Farhâdi (Afghanistan) : Monsieur le Président, je vous suis reconnaissant de présider encore une fois une séance concernant l'Afghanistan. Nous apprécions le rapport du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Prendergast, rapport qui me permet de raccourcir mon exposé.

Environ six mois se sont écoulés depuis que l'Autorité intérimaire afghane a été créée par l'Accord de Bonn. En dépit d'énormes obstacles et de difficultés, les acquis de cette Administration intérimaire sont considérables. La paix et la sécurité assurées généralement dans l'ensemble du pays, à l'exception d'un point frontalier dans le sud-est, méritent d'être considérées. Le processus de Loya Jirga qui se réunira le 10 juin prochain, se déroule dans l'ensemble du pays, généralement parlant, avec succès. Un nombre considérable de réfugiés sont de retour en Afghanistan. Et il y a tant d'Afghans qui tâchent de retrouver leur place dans la société. Certains efforts de reconstruction ont commencé dans l'ensemble du pays. Tous ces acquis ne pourraient pas se réaliser sans l'assistance de la communauté internationale.

À cet égard, nous exprimons notre gratitude au Conseil de sécurité pour son attention particulière à la situation en Afghanistan. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan a joué un rôle positif dans le rétablissement de la paix et de la sécurité en Afghanistan, et nous exprimons nos remerciements au Royaume-Uni pour avoir dirigé avec grande compétence la FIAS. Nous voudrions assurer la Turquie que la coopération de l'Administration intérimaire afghane sera accordée continuellement quand elle prendra le commandement de la FIAS. Je voudrais rappeler que c'est le grand dirigeant de la

Turquie qui, dans les années 20, avait donné l'ordre que de grands officiers de la Turquie et les responsables chargés de l'instruction de l'armée se rendent en Afghanistan, et ce processus a continué jusque dans les années 60.

Récemment, à la conférence de Genève, le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan a exposé en détail la position de l'Administration intérimaire afghane en ce qui concerne le nombre et la composition de la force de sécurité d'Afghanistan. Nous considérons que l'établissement de cette force pourrait contribuer hautement à la sécurité et à la stabilité dans l'ensemble du pays.

La consolidation de la paix en Afghanistan dépend non seulement des efforts pour rétablir la force de sécurité, mais aussi des efforts de reconstruction et de réhabilitation du pays. À certains égards, on pourrait dire que le financement des efforts de reconstruction du pays prend une place primordiale par rapport aux efforts de rétablissement de la force de sécurité. En effet, la démobilisation et la réintégration des combattants et la réintégration des milliers de réfugiés permettraient de bien garantir la sécurité et la paix. Un ouvrier qui reçoit son salaire modeste ne va pas chercher à combattre aux côtés d'un chef de guerre.

Nous voudrions encore remercier le Conseil de sécurité pour la résolution qu'il va adopter aujourd'hui pour proroger l'autorisation, pour une période de six mois, de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Nous voudrions aussi remercier la Turquie, pays avec lequel nous avons des liens historiques d'amitié et de fraternité et qui prend la direction de la FIAS. Nous voulons aussi exprimer notre gratitude à tous les pays qui ont contribué et qui participent aux efforts de la FIAS et aux efforts de combat contre les réseaux de terroristes en Afghanistan. Nous sommes très reconnaissants aux personnalités des pays amis qui se sont rendues personnellement en Afghanistan pour vérifier comment l'Administration intérimaire fonctionnait, et cela nous est très utile.

Donc, nous sommes en faveur du texte du projet de résolution figurant dans le document S/2002/569, que l'Administration intérimaire afghane appuie. Nous sommes très satisfaits que la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan a été re-confirmée dans le préambule de ce projet de résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Turquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Pamir (Turquie) (*parle en anglais*) : La Turquie s'est associée à la déclaration faite par le représentant de l'Espagne au nom de l'Union européenne. Cela dit, je voudrais saisir cette occasion pour décrire brièvement les principales considérations qui ont conduit la Turquie à décider de prendre la relève du commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité à la suite du Royaume-Uni. Pour commencer, notre gratitude va au Royaume-Uni, qui assume cette responsabilité cruciale d'une façon impeccable, en cette période absolument importante. Comme l'a clairement indiqué la déclaration de l'Union européenne, le peuple afghan, après des décennies de guerre et de luttes internes, est plus proche d'une réconciliation historique. La Turquie, qui a traditionnellement eu des relations chaleureuses avec ce pays affligé et son peuple, est heureuse de pouvoir maintenant contribuer véritablement à cette évolution vers la normalité. C'est fort de cet espoir qu'elle a décidé de faire partie de la FIAS dès le début et d'y contribuer.

La Turquie est pleinement consciente de ce que le succès du processus de Bonn est fondamentalement important pour rétablir la paix et la stabilité en Afghanistan. Nous nous préparons donc à relever vivement ce défi historique. C'est donc tout à fait déterminés à relever ce défi que nous acceptons le statut d'État pilote de la Force internationale d'assistance à la sécurité à Kaboul et ses environs pour une période de six mois. Il va sans dire que la Turquie le fera une fois que le mandat de la Force aura été prorogé par le Conseil.

Nous croyons comprendre que la période de six mois en question commencera au moment où le commandement aura été effectivement transmis à la Turquie, qui interviendra bientôt, nous l'espérons, au cours de la deuxième moitié du mois de juin, autour du 28 juin, pour être précis.

Le Gouvernement turc a pris sa décision en présumant que le mandat et la zone d'opérations de la Force resteront ceux prévus dans la résolution 1386 (2001) du Conseil de sécurité. Dans ce cas l'essentiel de la Force serait toujours d'aider l'Administration

afghane à maintenir la sécurité, comme le prévoit l'annexe I à l'Accord de Bonn.

Sous la direction du Royaume-Uni, et avec la précieuse aide des États fournisseurs de contingents, la Force s'acquitte de son rôle avec succès. Nous attendons des États Membres qu'ils fassent des contributions concrètes et opportunes à la Force. De plus, je voudrais rappeler que le fonds d'affectation spéciale qui a été créé conformément à la résolution 1386 (2001), dans le but d'apporter un appui financier aux États participant à la FIAS n'est pas encore opérationnel. C'est le ballon d'oxygène de la Force, et nous espérons que les États Membres y contribueront.

En tant qu'État pilote de la FIAS, nous serons heureux de faire régulièrement rapport au Conseil. Nous espérons que la période de six mois qui s'achèvera lorsque la Turquie transfèrera ses responsabilités à une nation appelée à lui succéder sera brillante pour le peuple afghan, comparée à sa récente et douloureuse histoire.

Pour terminer, je voudrais remercier les délégations qui ont exprimé leur appui à mon pays dans son rôle d'État pilote.

Le Président (*parle en anglais*) : Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objection, je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Bulgarie, Cameroun, Chine, Colombie, France, Guinée, Irlande, Maurice, Mexique, Norvège, Fédération de Russie, Singapour, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 1413 (2002).

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité restera saisi de la question.

La séance est levée à 13 h 40.